

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3214

18 décembre 2013

SOMMAIRE

1618 Investment Funds	154227	Compagnie Internationale de Trading et Consulting	154266
Altice B2B Lux Holding S.à r.l.	154239	Coriander Properties S.à r.l.	154264
Anima Management Company S.A.	154251	Cott Luxembourg	154264
Balmoral Land Luxembourg Sàrl	154261	CPPE Carbon Process & Plant Engineering S.A.	154266
Batitec S.à.r.l.	154261	CRC Luxembourg S.à r.l.	154266
Benares S.A.	154261	Cygnus Investments S.à r.l.	154264
Betsy S.A.	154261	DMM	154226
Black Ferryman	154229	Eurocomex S.A.	154229
Blackrock Strategic Funds	154262	Ice Lemon S.à r.l.	154272
Bolly S.A.	154262	LDV Management Holding S.C.A.	154228
Boreales Participations S.A.	154263	Lussemburgo Gestioni S.A.	154251
Bowman Holding S.A., SPF	154261	Luxembourg Aircraft Repair	154241
Brandenburg Fund SICAV-FIS	154262	Maj Invest Funds	154230
Break Finance S.A.	154262	Moonlightec	154247
Buis S.A., SPF	154266	Publitop	154227
Caldia Fiduciaire S.A.	154265	Rcube Fund	154230
CapClient Holdings S.à r.l.	154263	Sarasin International Funds	154229
Capri Investissements S.A.	154265	Seldar S.à r.l.	154267
Captiva Capital Partners II S.C.A.	154263	Serrano S.A.	154259
Caribe Holding S.A. SPF	154263	Société de Transports Araujo et Cie S.à r.l.	154259
Carnea S.A.	154263	Spring Financial Investment S.A.	154260
Caronsard SPF S.A.	154265	STEINMAUR Holding S.A. SPF	154260
Carrosserie Curridor S.à r.l.	154264	Strassimmo S.A.	154260
Carrosserie Curridor S.à r.l.	154264	Supervise SA	154260
Carson International S.A.	154262	Uluru	154229
Carte Blanche S.à r.l.	154265	Utopia S.A.	154245
CD Participations S.à.r.l.	154267	West Capital Investments S.A.	154265
CDS Limousines Sàrl	154267	Ypso Holding S.à r.l.	154242
CEH Clean Energies Holding AG	154267		
Central Plaza S.A.	154260		
Cleome Index	154226		
Comex Euro Investments Alpha S.A.	154265		

Cleome Index, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 72.234.

Les actionnaires de Cleome Index (ci-après désignée la «SICAV») ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la SICAV (ci-après désignée l'«Assemblée») qui se tiendra le 6 janvier 2014 à 13 heures 15 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée requièrent qu'au moins la moitié des actions en circulation soit représentée et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, mais pour laquelle aucun quorum ne sera requis.

Le quorum et la majorité seront déterminés en fonction des actions émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'Assemblée, soit le 31 décembre 2013 à minuit (heure de Luxembourg). Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire à cette même date.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 3 janvier 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013175289/755/36.

DMM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 141.638.

Les actionnaires de DMM (ci-après désignée la «SICAV») ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la SICAV (ci-après l'«Assemblée») qui se tiendra le 6 janvier 2014 à 13 heures (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée requièrent qu'au moins la moitié des actions en circulation soit représentée et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, mais pour laquelle aucun quorum ne sera requis.

Le quorum et la majorité seront déterminés en fonction des actions émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'Assemblée, soit le 31 décembre 2013 à minuit (heure de Luxembourg). Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire à cette même date.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 3 janvier 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013175290/755/36.

1618 Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 42.619.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV 1618 INVESTMENT FUNDS à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le 8 janvier 2014 à 09.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2013
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2013175288/755/22.

Publitolop, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.734.

Les actionnaires de Publitolop (ci-après désignée la «SICAV») ayant son siège social au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la SICAV (ci-après désignée l'«Assemblée») qui se tiendra le 6 janvier 2014 à 13 heures 30 (heure de Luxembourg) dans les locaux de Dexia Asset Management Luxembourg S.A. au 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la SICAV au 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente des articles 4 et 24 des statuts;
2. Modification de l'avant-dernier paragraphe de l'article 17 des statuts pour supprimer le détail des conditions réglementaires et se limiter à la seule référence à la loi du 17 décembre 2010 et aux documents relatifs à la vente;
3. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la SICAV et modification subséquente de l'article 24 des statuts.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée requièrent qu'au moins la moitié des actions en circulation soit représentée et les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée avec le même ordre du jour, mais pour laquelle aucun quorum ne sera requis.

Le quorum et la majorité seront déterminés en fonction des actions émises et en circulation le cinquième jour qui précède l'Assemblée, soit le 31 décembre 2013 à minuit (heure de Luxembourg). Les droits d'un actionnaire de participer à l'Assemblée et d'exercer le droit de vote attaché à ses actions sont déterminés en fonction des actions détenues par cet actionnaire à cette même date.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 3 janvier 2014 auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A., 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, à l'attention de Legal Fund Management (Fax N° +352 27 97 49 40).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Le projet de texte des modifications proposées aux statuts peut être obtenu sans frais auprès de Dexia Asset Management Luxembourg S.A.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013175291/755/36.

LDV Management Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 96.756.

Notice is hereby given to the shareholders of the Company that two (2)

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company shall be held as follows:

1) at the registered office of the Company on 31 December 2013 at 11 a.m. CET (the "Meeting 1") with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the report of the liquidator;
2. Appointment of the auditor to the liquidation;
3. Miscellaneous.

2) at the registered office of the Company on 31 December 2013 at 3 p.m. CET (the "Meeting 2") with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the report of the auditor to the liquidation;
2. Discharge to be given to the liquidator and the auditor;
3. Closing of the liquidation;
4. Designation of the place where the books and the corporate documents will be deposited and kept during five years;
5. Miscellaneous.

Meeting 1 and Meeting 2 are referred to as the "Meetings".

The resolutions on both agendas may be passed by a simple majority of the votes casted at the Meetings. Each share entitles its holder to one (1) vote at the Meetings.

Each shareholder may participate at the Meetings by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the Meetings to identify, hear and speak to each other. The participation in the Meetings by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

The shareholders who are unable to attend the Meetings in person may vote by way of voting forms (the "Voting Forms") which can be obtained at the registered office of the Company (Tel: +352 26 78 84 78 58).

In order to vote at the Meetings, the shareholders may be present in person provided that the Company has been informed, for organizational reasons in writing of his intention to attend the Meetings by 30 December 2013 close of business by e-mail to flahaye@ef-trust.com. The shareholders not attending the Meetings in person are invited to send back the Voting Forms to the registered office of the Company by 30 December 2013 close of business.

Only Voting Forms received prior the Meetings are taken into account for the calculation of the quorum.

Référence de publication: 2013169322/37.

Black Ferryman, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2013151481/10.

(130184827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Eurocomex S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 32.476.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 décembre 2013 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2009 et au 31/12/2010.
2. Approbation des rapports du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013170566/1267/15.

Uluru, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 26.455.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 décembre 2013 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013170568/1267/15.

Sarasin International Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 133.738.

Shareholders of the sub-fund Sarasin International Funds - Sarasin Sustainable Water Fund (USD) (the last sub-fund of Sarasin International Funds) are hereby invited to participate in the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on 6 January 2014 at 04:00 P.M. at 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

The Extraordinary General Meeting will have the following agenda items:

Agenda:

1. Decision to merge Sarasin International Funds - Sarasin Sustainable Water Fund (USD), share class A (ISIN LU0622096583) (the "Absorbed Sub Fund") with Sarasin Investmentfonds - Sarasin Sustainable Water Fund, share class P USD dist (ISIN LU0950593417) (the "Absorbing Sub Fund") whereas the investment company Sarasin International Funds ceases to exist on the effective date of the merger of its last sub-fund Sarasin International Funds

- Sarasin Sustainable Water Fund (USD) and its only launched share class A (ISIN LU0622096583) with Sarasin Investmentfonds - Sarasin Sustainable Water Fund, share class P USD dist (ISIN LU0950593417);
- 2. Approval of the terms of merger;
- 3. Determination of the effective date of the merger as of 20 February 2014;
- 4. Miscellaneous.

This Extraordinary General Meeting deliberates without presence quorum and decisions are taken by the simple majority of the shares represented and voting.

Luxembourg, 18 December 2013.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2013175287/755/24.

Maj Invest Funds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Maj Invest Funds au 9 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEB Fund Services S.A.

Référence de publication: 2013172669/9.

(130210603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Rcube Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.387.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the second of December.

Before Us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, to whom the present deed will remain.

THERE APPEARED:

RCube Asset Management S.A.S., a company incorporated in France, registered with the Register of Commerce and Companies of Paris under number 794460949, having its registered office at 255, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, France, and authorized as a management company by the French Autorité des Marchés Financiers under number GP13000027,

here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, having her professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated November 29th, 2013;

Hereinafter referred to as the "Party".

The above mentioned proxy, being initialed ne varietur by the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party have in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a public limited company (société anonyme), the incorporation of which such party has approved.

Art. 1. Formation. There is established, among the subscribers and all those who may become shareholders hereafter issued, a corporation in the form of a société anonyme under the name of "Rcube Fund" qualifying as a "société d'investissement à capital variable (SICAV)" (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and other liquid financial assets with the purpose of spreading investment risk and affording its shareholders the benefit of the management of the Company's Sub-Funds.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful to the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part 1 of the law of 17 December, 2010 related to undertakings for collective investment ("the Investment Fund Law").

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors" or the "Directors").

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; despite such temporary transfer of its registered office, the Company will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital - Sub-funds - Classes of shares. The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company as determined in accordance with Article seventeen (17) hereof.

The currency of the capital of the Company is the Euro (EUR).

The initial capital amounts to thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into thirty-one (31) fully paid up shares with no nominal value.

The capital subscribed must reach one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000) within a period of six (6) months following the authorisation of the Company.

The Board of Directors is authorised without limitation at any time to issue further shares at the respective Net Asset Value per share determined in accordance with Article seventeen (17) hereof without reserving to existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company, or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions, redemptions and conversions, receiving payment and delivering any new shares.

Shares may, as the Board of Directors shall determine, be issued in respect of different sub-funds (the "Sub-Funds") and the proceeds of the issue of each Sub-Fund's shares shall be invested pursuant to Article three (3) hereof in transferable securities and other liquid financial assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, to such specific types of equity, debt securities or other eligible liquid financial assets as the Board of Directors shall from time to time determine.

The Company including all its Sub-funds is regarded as a single legal entity. However, each Sub-Fund shall be liable for its own debts and obligations. In addition, for the purpose of the relations between the shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity having its own contributions, capital gains, losses, charges and expenses.

The Board of Directors reserves the right to create new Sub-Funds and to fix the investment policy, currency denomination and any other features of these Sub-Funds.

The Board of Directors may further decide to create within each Sub-Fund two (2) or more classes (the "Classes") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, hedging policy, reference currency, distribution policy or other specificity is applied to each Class.

The shares shall be and remain registered shares. Fractions of registered shares shall be issued, up to five (5) decimal places, unless otherwise indicated in the Company's offering prospectus.

No share certificates will be issued unless otherwise indicated in the Company's offering prospectus. Registered share ownership will be evidenced by confirmation of ownership and registration on the share register of the Company. When issued, share certificates shall be signed by two (2) Directors. One or both such signatures may be printed or facsimile as the Board of Directors shall determine.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the person entitled to such fraction shall not be entitled to vote in respect of such fraction, but shall, to the extent the Company shall determine as to calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis.

Art. 6. Lost certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, stolen or destroyed, then, at his request a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as may be imposed or permitted by applicable law and as the Company may determine consistent therewith. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued, shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new share certificates at the discretion of the Company.

The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof, and in connection with the annulment of the old share certificates.

Art. 7. Restrictions. In the interest of the Company, the Board of Directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any physical person or legal entity.

Art. 8. General Meetings. Any regularly constituted meeting of the shareholders of this Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, will be held on the third Wednesday of April each year, at the time indicated in the convening notice, and will be held for the first time in 2015. If such day is a legal bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held outside of Luxembourg, if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

All meetings shall be convened in the manner provided for by Luxembourg law.

Each share, regardless of the Net Asset Value per share as referred to Article seventeen (17), is entitled to one (1) vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person (who needs not to be a shareholder and who may be a Director of the Company) at his proxy. The proxy shall be provided in writing or in the form of a cable, telegram, telex, telefax or similar communication.

Resolutions concerning the interests of the shareholders of the Company shall be taken in general meetings and resolutions concerning the particular rights of the shareholders of one (1) specific Sub-Fund or Class of shares shall in addition be taken by that Sub-Fund or Class general meeting.

Except as otherwise provided herein or required by law, resolutions at a duly convened meeting of shareholders will be passed by a simple majority of those present and voting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions for the participation in meetings of shareholders.

Art. 9. Board of directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and shall hold office until their successors are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the shareholders.

Art. 10. Chairman. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman (the "Chairman"), and may choose from among its members one (1) or more Vice-Chairmen. It may also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint any officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, who need not to be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax or similar communication from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or in form of a telefax or similar communication.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone conference, video conference or any other communication means, provided that the vote is confirmed in writing.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In cases when they are an even number of directors, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

Art. 11. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two (2) Directors or the secretary or an assistant secretary.

Art. 12. Powers. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors is authorised to determine the Company's investment policy in compliance with the relevant legal provisions and the object set out in Article three (3) hereof and as stated in any offering prospectus in force from time to time.

The Board of Directors may decide that investment of the Company be made

a) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Investment Fund Law,

b) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a member state of the European Union and in a contracting party to the Agreement on the European Economic Area that is not a member state of the European Union within its limits set forth and related acts ("Member State"), which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public,

c) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another market in a non-Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public,

d) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as

e) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the offering prospectus of the Company.

The Board of Directors of the Company may decide to invest up to 100% of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one (1) or more Member States of the European Union are members, provided that such Sub-Fund must hold securities from at least six (6) different issuers, but securities from one (1) issue may not account for more than 30% of the net assets of the total amount.

The Board of Directors of the Company may decide that investments of any Sub-Fund be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Investment Fund Law and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by the Investment Fund Law and, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its offering prospectus.

The Board of Directors may decide that investments of any Sub-Fund be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark or the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Sub-Funds of the Company will not invest more than 10% of their net assets in undertakings for collective investment ("UCI") as defined in the Investment Fund Law and unless specifically permitted to do so by the investment policy applicable to a Sub-Fund as published in the offering prospectus of the Company.

By way of derogation from the above 10% limit, any Sub-Fund may be entitled to adopt a master-feeder investment policy in compliance with the provisions of the Investment Fund Law and under the condition that such a policy is specifically permitted by the investment policy applicable to a Sub-Fund as published in the offering prospectus of the Company.

A Sub-Fund of the Company may, subject to the conditions provided for in the offering prospectus of the Company and to the condition of the Investment Fund Law and subscribe, acquire and/or hold securities to be issued by one or more Sub-Funds of the Company.

In order to reduce operational and administrative charges whilst allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may choose that part or all of the assets of certain Sub-Funds will be managed in common with

assets belonging to other Sub-Funds of the Company and/or with assets belonging to any other Luxembourg investment fund.

Art. 13. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

Art. 14. Indemnity. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other fund of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 15. Delegation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one (1) or several physical persons or corporate entities, who need not to be members of the Board of Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers. If delegation is made to a Board Member under this Article, the Board of Directors must have received authorisation from the General Meeting of shareholders.

The Company may designate a management company in compliance with the provisions of the Investment Fund Law.

The appointment and revocation of the Company's service providers, including the management company (if any), will be decided by the Board of Directors of the Company at the majority of the Directors present or represented.

Art. 16. Signatures. The Company will be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorised Director or officer of the Company or by the individual signature of any other person (s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Net asset value. Whenever the Company shall issue, redeem or convert shares of any Sub-Fund of the Company, the price per share shall be based on the Net Asset Value of the shares as defined herein.

The Net Asset Value of each Class shall be determined by the Company or its delegate from time to time, but subject to the provisions of the next following paragraph, in no instance less than twice (2) a month on such full bank business day or days in Luxembourg as the Board of Directors by resolution may direct (every such valuation day for which the Net Asset Value shall be determined will be referred to herein as "Valuation Date").

When a Valuation Date falls on a day observed as a holiday on a stock exchange which is the principal market for a significant proportion of the Sub-Funds' investment or is a market for a significant proportion of the Sub-Funds' investment or is holiday elsewhere and impedes the calculation of the fair market value of the investments of the Sub-Funds, the Company may decide that a Net Asset Value will not be calculated on such Valuation Date.

The Net Asset Value per share in each Class (the "Net Asset Value per share") will be expressed in the reference currency of the respective Class as a per share figure, and shall be determined on each Valuation Date by dividing the value of the assets of the Sub-Fund properly able to be allocated to such Class less the liabilities of the Sub-fund properly able to be allocated to such Class by the number of shares then outstanding in the Class on the Valuation Date. The Net Asset Value per share of each Class may be rounded up or down to the nearest two (2) decimals of the reference currency of such Class of shares.

The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any Sub-Fund, and the issue, redemption and conversion thereof, in the following instances:

- a) following a suspension of the calculation of the net asset value per share of the Master Fund or any other suspension or deferral of the issue, redemption and/or exchange of shares in the Master Fund; or
- b) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed, which is the main market or stock exchange for a significant part of the Sub-Fund's investments, for in which trading therein is restricted or suspended; or
- c) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of a Sub-Fund; or it is impossible to transfer monies involved in the acquisition

or disposition of investments at normal rates of exchange; or it is impossible for the Company fairly to determine the value of any assets in a Sub-Fund; or

d) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Sub-Fund's investments or of current prices on any stock exchange; or

e) when for any reason (i) the prices of any investment owned by the Sub-Fund cannot be reasonable, promptly or accurately ascertained or (ii) the calculation of the net asset value of any relevant Master Fund is suspended; or

f) during the period when remittance of monies which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Sub-Fund's investments cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange; or

g) following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several Sub-Funds; or

h) in the case of a merger, if the Board of Directors deems this to be justified for the protection of the shareholders; or

i) in all other cases in which the Board of Directors considers a suspension to be in the best interest of the shareholders.

Any such suspension shall be published by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby.

The value of the assets of each Sub-Fund is determined as follows:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt with in on another market in a non-Member State which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public provided, are valued on the basis of the last known price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the Board of Directors or its delegate with a view to establish the probable sales price for such securities;

(ii) non-listed securities are valued on the basis of their probable sales price as determined in good faith by the Board of Directors or its delegate;

(iii) Shares or units of UCITS (including any Master Fund) or other UCIs are valued at the latest available net asset value per share;

(iv) liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest;

(v) derivatives are valued at market value;

(vi) the Board of Directors may adjust the value of any investment if having regard to its currency, marketability, applicable interest rates, anticipated rates of dividend, maturity, liquidity or any other relevant considerations, it considers that such adjustment is required to reflect the fair value thereof;

(vii) if the Board of Directors deems it necessary, a specific investment may be valued under an alternative method of valuation chosen by the Board of Directors.

Whenever a foreign exchange rate is needed in order to determine the Net Asset Value per share, the applicable foreign exchange rate on the respective Valuation Date will be used.

In addition, appropriate provisions will be made to account for the charges and fees charged to the Sub-Funds as well as accrued income on investments.

In the event that it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, such as hidden credit risk, the Board of Directors or its delegate is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of each Sub-Fund's total assets.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors or by delegate of the Board of Directors in calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company, and present, past or future shareholders. The result of each calculation of the Net Asset Value shall be certified by a Director or a duly authorised representative or a delegate of the Board of Directors.

Art. 18. Issue of shares. Whenever shares of any Sub-Fund of the Company shall be offered by the Company for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be the Net Asset Value thereof as determined in accordance with the provisions of Article seventeen (17) hereof. The Board of Directors may also decide that an issue commission has to be paid. Allotment of shares shall be made immediately upon subscription and payment must be received by the Company within a period as determined from time to time by the Board of Directors and indicated in the offering prospectus, from the applicable Valuation Date as referred to in Article seventeen (17) hereof. If payment is not received, the relevant allotment of shares may be cancelled. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any Sub-Fund.

Subscriptions received before a certain hour ("cut-off time") on a specific date (which does not need to be the Valuation Date) as determined by the Board of Directors from time to time shall be processed at the Net Asset Value determined for the applicable Valuation Date. If subscriptions are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date. The investor will bear any taxes or other expenses attaching to the application.

Any request must be filed by investors in irrevocable written form at the registered office of the Company, or at the registered office of the person or entity designated by the Company as delegate for the reception and execution of subscription orders.

The Company may, if a prospective shareholder requests and the Board of Directors so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Board of Directors and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the Board of Directors by an independent auditor or an independent valuer(s) designated by the Board of Directors for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, the costs of which shall be borne by the prospective investor.

Art. 19. Redemption and Conversion of shares. As is more specifically described below, the Company has the power to redeem its own outstanding fully paid shares at any time, subject solely to the limitations set forth by law.

A shareholder of any Sub-Fund of the Company may at any time irrevocably request the Company to redeem all or any part of his shares of that Sub-Fund. In the event of such request, the Company shall redeem such shares subject to any suspension of this redemption obligations pursuant to Article seventeen (17) hereof. Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

If requests for redemption for any Valuation Date exceed 10% of the Net Asset Value of a Sub-Fund's shares, the Company reserves the right to postpone redemption of all or part of such shares to the following Valuation Date. On the following Valuation date such requests will be dealt with in priority to any subsequent requests for redemption.

The shareholder will be paid a price per share equal to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article seventeen (17) hereof less a repurchase commission (if applicable) which shall be determined from time to time by the Board of Directors.

Redemption applications received before the cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time for a Valuation Date shall be processed at the Net Asset Value determined for that date. If redemption applications are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date.

Payment to a shareholder under this Article will be made in the relevant Class currency and shall be dispatched within a period as determined by the Board of Directors and indicated in the offering prospectus, and receipt of the correct documentation.

Any request must be filed by such shareholder in irrevocable, written form at the registered office of the Company in Luxembourg, or at the office of the person or entity designated by the Company as delegate for the repurchase of shares, such request in the case of shares for which a certificate has been issued to be accompanied by the certificate or certificates for such shares in proper form or by proper evidence of succession or assignment satisfactory to the Company.

The payment of the redemption price may be made in cash or consideration in kind at the Board of Directors' request, subject however to the prior approval of the concerned shareholders. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other shareholders of the Company. Any redemption for consideration in kind shall be subject to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the Company and of the Company's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Company.

The Board of Directors may decide to compulsorily redeem shares under the conditions set forth in the offering prospectus of the Company.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares, with a minimum amount of shares which shall be determined by the Board of Directors from time to time, into shares of another Class which may or may not belong to the same Sub-Fund.

If requests for conversion added to the requests for redemption for any Valuation Date exceed 10% of the Net Asset Value of a Sub-Fund's shares, the Company reserves the right to postpone the conversion and redemption of all or part of such shares to the following Valuation Date. On the following Valuation Date such requests will be dealt with in priority to any subsequent requests for conversion.

Conversion applications received before the cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time for a Valuation Date shall be processed at the Net Asset Value determined for that Valuation Date. If conversion applications are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Date.

Conversions of shares into shares of any other Class will only be made on a Valuation Date if the Net Asset Value of both Classes is calculated on the same day. Such conversions shall be free of any charge except that normal costs of administration may be levied. Shareholders may be requested to bear the difference in initial commission between the Class they leave and the Class of which they become shareholders, should the initial commission of the Class into which the shareholders are converting their shares be higher than the commission of the Class they leave.

Art. 20. Expenses. The Company shall bear the following expenses:

- (i) all fees to be paid to the management company (if applicable), the central administration, the investment manager(s), the investment advisor(s), the depository bank and any other service providers or agents that may be appointed or employed from time to time;
- (ii) the taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Company;
- (iii) standard brokerage and bank charges incurred by the Company's business transactions;
- (iv) all fees due to the auditor and the legal advisors to the Company;
- (v) all expenses connected with publications and supply of information to shareholders, in particular and where applicable, the cost of drafting, printing and distributing the annual and semi-annual reports, as well as any prospectuses or any other similar documents;
- (vi) all expenses involved in registering and maintaining the Company registered with all governmental agencies and stock exchanges;
- (vii) the remuneration of the Directors, the insurance of Directors if any, and their reasonable out-of-pocket expenses;
- (viii) all other fees and expenses incurred in connection with its operation, administration, its management and distribution.

All recurring expenses will be charged first against current income, then should this not suffice, against realised capital gains, and, if need be, against assets.

Each Sub-Fund may amortise its own expenses of establishment over a period of five (5) years as of the date of its creation. The expenses of first establishment will be charged to the Sub-Funds opened at the incorporation of the Company and shall be amortised over a period not exceeding five (5) years.

Any costs, which are not attributable to a specific Sub-Fund, incurred by the Company will be charged to all Sub-Funds in proportion to their average Net Asset Value. Each Sub-Fund will be charged with all costs or expenses directly attributable to it.

Art. 21. Fiscal year and Financial statements. The fiscal year of the Company shall commence on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st December each year. The first accounting year shall commence upon incorporation of the Company and terminate on 31st December 2014.

Separate financial statements shall be issued for each Sub-Fund in the currency in which the Sub-funds are denominated. To establish the balance sheet of the Company, those different financial statements will be consolidated after conversion of each reference currency of each Sub-Fund into the currency of the capital of the Company.

Art. 22. Authorized auditor. The Company shall appoint an authorised Auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Investment Fund Law. The Auditor shall be elected by the annual general meeting and shall remain in office until its successor is elected.

Art. 23. Dividends. The general meeting of shareholders shall determine how the profits (including net realised capital gains) of the Company shall be distributed and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare dividends provided however that the minimum capital of the Company does not fall below one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.00). Dividends may also be paid out of net unrealised losses. For each Class or Classes of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. Dividends declared will be paid in the relevant Class currency on the date of payment or in shares of the Company and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

Art. 24. Liquidation or Merger of the company. In the event of the liquidation of the Company, liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The liquidators shall realise the Company's assets in the best interest of the shareholders and shall distribute the net liquidation proceeds (after deduction of liquidation charges and expenses) to the shareholders in proportion to their shares in the Company. Any amounts not claimed promptly by the shareholders will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation. Amounts not claimed from the escrow within the statute of limitations will be forfeited according to the provisions of Luxembourg law.

The Company may, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS, be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with the definitions and conditions set out in the Investment Fund Law. The Board of Directors of the Company will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Investment Fund Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable.

Art. 25. Termination of a sub-fund or a Class of shares. A Sub-Fund or Class may be terminated by resolution of the Board of Directors of the Company if the Net Asset Value of a Sub-Fund or of a Class is below an amount as determined by the Board of Directors from time to time, or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned would justify such liquidation or if necessary in the interests of the shareholders or the Company. In

such event, the assets of the Sub-Fund or Class will be realised, the liabilities discharged and the net proceeds of realisation distributed to shareholders in proportion to their holding of shares in that Sub-Fund or Class. Notice of the termination of the Sub-Fund or Class will be given in writing to registered shareholders and may be published in any newspapers as the Board of Directors may determine from time to time at its own discretion.

Any amounts not claimed by any shareholder shall be deposited at the close of liquidation with the depository bank during a period of 6 (six) months; at the expiry of the 6 (six) months' period, any outstanding amount will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation.

Unless otherwise decided by the Board of Directors in the interest of, or in order to ensure equal treatment between shareholders, the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class may continue to request the redemption of their shares or the conversion of their shares, free of any redemption or conversion charges (except disinvestment costs) prior the effective date of the liquidation. Such redemption or conversion will then be executed by taking into account the liquidation costs and expenses related thereto.

Art. 26. Contribution or Merger of a sub-fund or a class of shares to another sub-fund or Class of shares within the company. A Sub-Fund or Class may be contributed to another Sub-Fund or Class of another Sub-Fund of the Company by resolution of the Board of Directors of the Company if the value of its net assets is below an amount as determined by the Board of Directors from time to time or in the event of special circumstances beyond its control such as political, economic or military emergencies or if the Board should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or Class to operate in an economically efficient manner, or with due regard to the best interests of the shareholders, that a Sub-Fund or Class should be contributed to another Sub-Fund or Class. Notice of such contribution will be given in writing to registered shareholders and may be published in any newspapers as the Board of Directors may determine from time to time at its own discretion. Each shareholder of the relevant Sub-Funds or Classes shall be given the possibility, within a period of one (1) month as of the date of the publication, to request either the repurchase of its shares, free of any charges, or the conversion of its shares, free of any charges, against shares of Sub-Funds not concerned by the contribution.

At the expiry of this 1 (one) month's period any shareholder who did not request the repurchase or the conversion of its shares, shall be bound by the decision relating to the contribution.

Any Sub-Fund may, either as a merging Sub-Fund or as a receiving Sub-Fund, be subject to mergers with another Sub-Fund of the Company in accordance with the definitions and conditions set out in the Investment Fund Law. The Board of Directors of the Company will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Investment Fund Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting, is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Sub-Funds concerned by the merger will be required.

Art. 27. Contribution or Merger of a sub-fund or a class of shares to another sub-fund or class of shares of another investment fund. A Sub-Fund or Class may be contributed to another Luxembourg investment fund organised under part I of the Investment Fund Law by resolution of the Board of Directors of the Company if the value of its net assets is below an amount as determined by the Board of Directors from time to time or in the event of special circumstances beyond its control such as political, economic or military emergencies or if the Board should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a Sub-Fund or Class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of the shareholders, that a Sub-Fund or Class should be contributed to a Sub-Fund or Class of another fund. In such events, notice will be given in writing to registered shareholders and/or will be published in such newspapers as determined from time to time by the Board of Directors. Each shareholder of the relevant Sub-Fund or Class shall be given the possibility, within a period to be determined by the Board of Directors but not being less than one month and published in any newspaper as the Board of Directors may determine from time to time at its own discretion, to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its shares. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request redemption or a conversion. In the case of a contribution to a mutual fund, however, the contribution will be binding only on shareholders who expressly agreed to the contribution. When a Sub-Fund or Class is contributed to another Luxembourg investment fund, the valuation of the Sub-Fund's assets shall be verified by the auditor of the Company who shall issue a written report at the time of the contribution.

A Sub-Fund or Class may be contributed to a foreign investment fund only when the relevant Sub-Fund's or Class' shareholders have unanimously approved the contribution or on the condition that only the shareholders who have approved such contribution are effectively transferred to that foreign fund.

Any Sub-Fund may, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS, be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with the definitions and conditions set out in the Investment Fund Law. The Board of Directors of the Company will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Investment Fund Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Sub-Funds concerned by the merger will be required.

Art. 28. Amendment. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended and the Investment Fund Law.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to 31,000 Euros and has been subscribed as follows:

- 31 fully paid-up shares with no par value held by RCube Asset Management S.A.S., prenamed;

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty one thousand Euros (EUR31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to three thousand euro (EUR 3,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party representing the entire subscribed share capital immediately took the following resolutions:

- The address of the registered office of the Company is set at 2-4, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- The following are appointed for a term expiring at the annual general meeting in 2015:

* Mr. Morgan Rossi, born in Sète (34) in France on 15 October 1983, with professional residence at Rcube Asset Management, 255 Rue Saint Honoré, 75001 Paris, as Director and as Chairman of the Board of Directors;

* Mr. Aymeric Lechartier, born in Fontainebleau on 11 February 1972, with professional residence at 41 Willow Crescent, AL15DB St Albans, UK, as Director; and

* Mr. Bertrand Gibeau, born in Limoges (France) on 8 July 1979, with professional residence at 4, rue Léon Jost, 75017 Paris, France, as independent Director.

- PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, with registered office at 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register under number B 65477 appointed as independent auditor of the Company for a term expiring at the annual general meeting in 2015.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 décembre 2013. Relation: EAC/2013/15990. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013173528/533.

(130211022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Altice B2B Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.451.435,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.466.

L'an deux mille treize, le onze novembre,

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

La société NUMERICABLE GROUP S.A., une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide, 92088 Puteaux La Défense Cedex, France, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 794 661 470 (ci-après «NG») dûment représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

NG, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné d'acter qu'elle est l'associé unique (l'"Associé Unique") de la société ALTICE B2B LUX. HOLDING S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 158.466, constituée suivant un acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 17 décembre 2010, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 805 du 23 avril 2011 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 novembre 2013, lequel acte est en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

Ladite partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter que:

(i) les dispositions légales relatives aux fusions ont été respectées de la manière suivante:

a. Un projet commun de traité de fusion-absorption (le «Projet de Fusion») a été établi conjointement par le conseil de gérance de YPSO HOLDING S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.644 (ci-après la «Société Absorbante») et par le conseil de gérance de la Société en date du 4 octobre 2013. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2514 du 10 octobre 2013 soit plus d'un mois avant les présentes résolutions.

b. En conformité avec l'article 265 de la Loi, le conseil de gérance de la Société Absorbante et le Conseil de gérance de la Société ont été dispensés, à l'unanimité des associés, de rédiger un rapport.

c. En conformité avec l'article 266 de la Loi, la Société Absorbante et la Société ont été dispensées à l'unanimité des associés de procéder à la nomination d'un expert indépendant.

(ii) Le Projet de Fusion, les comptes annuels, les rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi que les comptes au 31 août 2013 de chacune des sociétés qui fusionnent, ont été rendus disponibles aux associés desdites sociétés un mois avant la date de la présente assemblée conformément à l'article 267 de la Loi.

(iii) Une attestation de la Société certifiant la disponibilité desdits documents, et qu'aucun associé de la Société n'a requis pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale de la Société appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, est mise à la disposition de l'Associé Unique, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire de la partie comparante pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

(iv) L'Associé Unique est également l'associé unique de la Société Absorbante.

L'Associé Unique a ensuite demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir constaté que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi ont été dûment accomplies, l'Associé Unique approuve le Projet de Fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2514 du 10 octobre 2013.

La fusion sera réalisée à la date où seront prises les résolutions concordantes par les assemblées générales des associés des sociétés fusionnantes, et sera opposable aux tiers après la publication de ces résolutions au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide que suite à l'approbation de la fusion, la Société procède à la transmission universelle de son patrimoine à la Société Absorbante.

L'Associé Unique décide que la Société cesse d'exister et procède à l'annulation des parts de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de mettre fin aux mandats des gérants de la Société.

Quatrième résolution

Les documents et pièces comptables relatifs à la Société resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout avocat de l'étude Luther à Luxembourg d'agir au nom et pour le compte de la Société, (i) afin d'accomplir toutes formalités nécessaires afin de radier la Société (ii) et plus généralement d'accomplir toute action en rapport avec les présentes résolutions.

DONT ACTE, fait et passé à Esch sur Alzette, en date nommée en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénoms, état civil et domicile, le mandataire de la comparante a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 novembre 2013. Relation: EAC/2013/14919.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013172889/76.

(130210624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Luxembourg Aircraft Repair, Société Anonyme.

Siège social: L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 58.878.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Im Jahre zwei tausend dreizehn, den neunten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in ausserordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft "Luxembourg Aircraft Repair", mit Sitz in L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“), Sektion B, unter der Nummer 58.878,

gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Frank Baden mit damaligem Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 393, vom 22. Juli 1997 (die "Gesellschaft").

Die Satzung wurde zuletzt geändert gemäß einer Urkunde des Notars Maître Franck Baden vom 26. März 1998, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr. 476 am 30. Juni 1998,

Die Gesellschaft wurde in freiwillige Liquidation gesetzt gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim am 16. Mai 2013, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1647 vom 10. Juli 2013.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Dr. Wolfgang VIEWEG, Liquidator der Gesellschaft, mit Wohnsitz in Kiefernweg 9, 55543 Bad Kreuznach, Deutschland.

Der Herr Vorsitzende beruft zum Schriftführer und die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herr Gerhard NELLINGER, Direktor, berufsansässig in Luxembourg, 70, Grand-Rue.

Die Gesellschafter, anwesend oder vertreten, sowie die Anzahl ihrer Aktien sind in einer Anwesenheitsliste vermerkt, welche von den Gesellschaftern oder ihren Bevollmächtigten unterzeichnet wurde, und auf jene Anwesenheitsliste, festgelegt vom Vorstand der Versammlung, erklären sich die Mitglieder der Versammlung zu berufen.

Diese Anwesenheitsliste, sowie die Vollmachten der in dieser Generalversammlung vertretenen Gesellschafter, welche von dem Vorstand der Versammlung und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet wurden, bleiben der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Der Vorsitzende ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

A) Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

- 1.- Genehmigung des Berichtes des Kommissars der Liquidation.
- 2.- Genehmigung des Liquidationsberichtes.
- 3.- Entlastung an die Liquidatoren und den Kommissar der Liquidation.
- 4.- Abschluss der Liquidation.
- 5.- Aufbewahrung der Bücher und Gesellschaftspapiere.

B) Dass die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter, die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Anteile in der Anwesenheitsliste vermerkt sind. Diese Anwesenheitsliste, die von den Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter und dem Vorstand der Versammlung unterzeichnet wurde, wird diesem Versammlungsprotokoll angeheftet und zusammen mit der Urkunde einregistriert.

C) Dass das gesamte Gesellschaftskapital bei dieser Versammlung anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten, so dass keine weiteren Einberufungen erforderlich waren.

Die Generalversammlung fasst nach eingehender Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

154242

Erster Beschluss

Die Generalversammlung genehmigt den Bericht des Kommissars der Liquidation.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung genehmigt den Bericht der Liquidatoren.

Welcher Bericht, von den Erschienenen und dem amtierenden Notar ne varietur unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Liquidatoren und dem Kommissar der Liquidation volle Entlastung für die Ausübung ihrer jeweiligen Mandate zu erteilen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Liquidation der Gesellschaft abzuschliessen.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, dass die Bücher und Gesellschaftspapiere der aufgelösten Gesellschaft während fünf Jahren in den Geschäftsräumen in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, aufbewahrt werden, und dass ebenfalls jegliche Summen und Werte, welche jenen Aktionären und Gläubigern zustehen, die eventuell nicht beim Abschluss der Liquidation anwesend waren, ebenfalls in den Büros aufbewahrt werden.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt ein tausend sechs hundert Euro veranschlagt sind, gehen zu Lasten der Gesellschaft.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Kompargenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat er zusammen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Wolfgang VIEWEG, Gerhard NELLINGER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 août 2013. Relation GRE/2013/3442. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013173322/75.

(130211982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Ypso Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.322.483.275,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 110.644.

L'an deux mille treize, le onze novembre,

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

La société NUMERICABLE GROUP S.A., une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide, 92088 Puteaux La Défense Cedex, France, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 794 661 470 (ci-après «NG») dûment représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

NG, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné d'acter qu'elle est l'associé unique (l'"Associé Unique") de la société YPSO HOLDING S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 110.644, constituée suivant un acte reçu par Maître H. Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 13 septembre 2005, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 40 du 6 janvier 2006 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 novembre 2013, lequel acte est en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»).

Ladite partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter que:

(i) les dispositions légales relatives aux fusions ont été respectées de la manière suivante:

a. Un projet commun de traité de fusion-absorption (le «Projet de Fusion») a été établi conjointement par le conseil de gérance de ALTICE B2B LUX HOLDING S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158.466 (ci-après la «Société Absorbée») et par le conseil de gérance de la Société en date du 4 octobre 2013. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2514 du 10 octobre 2013 soit plus d'un mois avant les présentes résolutions.

b. En conformité avec l'article 265 de la Loi, le conseil de gérance de la Société Absorbée et le Conseil de gérance de la Société ont été dispensés, à l'unanimité des associés, de rédiger un rapport.

c. En conformité avec l'article 266 de la Loi, la Société Absorbée et la Société ont dispensées à l'unanimité des associés de procéder à la nomination d'un expert indépendant.

(ii) Le Projet de Fusion, les comptes annuels, les rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi que les comptes au 31 août 2013 de chacune des sociétés qui fusionnent, ont été rendus disponibles aux associés desdites sociétés un mois avant la date de la présente assemblée conformément à l'article 267 de la Loi.

(iii) Une attestation de la Société certifiant la disponibilité desdits documents, et qu'aucun associé de la Société n'a requis pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale de la Société appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, est mise à la disposition de l'Associé Unique, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire de la partie comparante pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

(iv) L'Associé Unique est également l'associé unique de la Société Absorbée.

L'Associé Unique a ensuite demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir constaté que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi ont été dûment accomplies, l'Associé Unique approuve le Projet de Fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2514 du 10 octobre 2013.

La fusion sera réalisée à la date où seront intervenues les décisions concordantes prises par les assemblées générales des associés des sociétés fusionnantes et opposable aux tiers après la publication de ces assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Deuxième résolution

Conformément à ce qui est prévu par le Projet de Fusion, il résulte du rapport d'échange que l'Associé Unique, en sa qualité d'associé unique de la Société Absorbée, recevra en échange des quatre cent soixante-deux millions quatre cent vingt-deux mille trois cent cinquante-huit (462.422.358) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) composant le capital social de la Société Absorbée, d'une valeur comptable totale de quatre cent quarante-deux millions cinq cent vingt-deux mille neuf cent vingt-quatre euros (EUR 422.522.924,-) (les «Parts AB2BLH»), un total de seize millions neuf cent mille neuf cent seize (16.900.916) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) émises par la Société, de sorte que l'Associé Unique décide de procéder à l'augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de quatre cent vingt-deux millions cinq cent vingt-deux mille neuf cents euros (EUR 422.522.900) afin de le porter de son montant actuel d'un milliard trois cent vingt-deux millions quatre cent quatre-vingt-trois mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 1.322.483.275,-) à un montant de un milliard sept cent quarante-cinq millions six mille cent soixante-quinze euros (EUR 1.745.006.175) par l'émission de seize millions neuf cent mille neuf cent seize (16.900.916) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les «Nouvelles Parts») qui sont allouées intégralement à l'Associé Unique.

L'Associé Unique décide que le montant de vingt-quatre euros correspondant à la différence entre la valeur de l'apport estimée à quatre cent vingt-deux millions cinq cent vingt-deux mille neuf cents euros (EUR 422.522.924,-) et la valeur de l'augmentation de capital dont il est question ci-dessus, à savoir vingt-quatre euros (EUR 24,-), sera porté dans un compte «prime de fusion» (la «Prime de Fusion»).

Souscription

Comparaît alors Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, (le «Mandataire»), susmentionné, agissant en sa qualité de mandataire, afin de représenter l'Associé Unique, en vertu d'une procuration sous seing privé, étant précisé que le Mandataire ne sera pas considéré comme associé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le Mandataire déclare souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique à toutes les Nouvelles Parts pour un montant total de quatre cent vingt-deux millions cinq cent vingt-deux mille neuf cents euros (EUR 422.522.900) et de les

libérer intégralement avec le paiement de la Prime de Fusion d'un montant de EUR 24,- (vingt-quatre euros) en échange des Parts AB2BLH.

Déclaration

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentaire déclare qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du Projet de Fusion.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide que suite à l'augmentation de capital dont il est question ci-dessus, le capital est fixé à un montant de un milliard sept cent quarante-cinq millions six mille cent soixante-quinze euros (EUR 1.745.006.175,-) représenté par soixante-neuf millions huit cent mille deux cent quarante-sept (69.800.247) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Quatrième résolution

Dans le prolongement de la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société (les «Statuts») afin de lui donner le contenu suivant en langue anglaise:

" **6.1.** The share capital is set at one billion seven hundred forty-five million six thousand one hundred seventy-five euros (EUR 1,745,006,175,-) represented by sixty-nine million eight hundred thousand two hundred forty-seven (69,800,247) shares with a nominal value of twenty-five euros (EUR 25,-) each."

Et en langue française:

« **6.1.** Le capital social de la Société s'élève à un milliard sept cent quarante-cinq millions six mille cent soixante-quinze euros (EUR 1.745.006.175,-) représenté par soixante-neuf millions huit cent mille deux cent quarante-sept (69.800.247) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.»

Cinquième résolution

Les documents et pièces comptables relatifs à la Société resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout employé de la société QUILVEST à Luxembourg d'agir au nom et pour le compte de la Société, (i) afin d'accomplir toutes formalités nécessaires auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, (ii) de signer pour le compte de la Société tous documents, à l'effet de la réalisation des points mentionnés à l'ordre du jour de la présente assemblée et notamment d'adapter le registre de parts sociales de la Société à la suite des présentes résolutions, (iii) et plus généralement d'accomplir toute action en rapport avec les présentes résolutions.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés à sept mille euros (EUR 7.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du Mandataire, le contenu de l'article 6.1 des Statuts contenu dans le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch sur Alzette, en date nommée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénoms, état civil et domicile, le Mandataire de la comparante a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 novembre 2013. Relation: EAC/2013/14920. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013174459/127.

(130212324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Utopia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.756.

COMMUNIQUE

relatif au prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A. pour le retrait obligatoire des titres d'Utopia S.A. que ces sociétés ne détiennent pas encore tel que prévu par les articles 4 (1) et 10 (4) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public (la «Loi Retrait Rachats») et publié conformément à l'article 4 (5) de la Loi Retrait Rachats.

AVIS IMPORTANT

Le présent communiqué concerne une procédure de retrait obligatoire initiée par Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A. concernant les titres d'Utopia S.A. conformément aux dispositions de la Loi Retrait Rachats.

Les détenteurs de titres disposent d'un droit d'opposition au projet de retrait obligatoire selon les termes et le délai prévus à l'article 4 (6) de la Loi Retrait Rachats. Toute opposition au sens de l'article 4 (6) de la Loi Retrait Rachats doit être reçue par la CSSF au plus tard 5 jours après l'échéance du délai pour faire opposition.

Sous réserve du respect des dispositions de la Loi Retrait Rachats, à l'issue de la procédure de retrait obligatoire, les titres qui n'auront pas été présentés au plus tard à la date de paiement définitive seront transférés de manière automatique et de plein droit à Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A., sans accord préalable des détenteurs de titres restants.

Prix par titre: 44,73 EUR

Le 10 décembre 2013, les sociétés

- Utopia Management, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43.883 («Utopia Management»)

- CLdN Fin S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.485 («CLdN Fin»)

- CLdN Finance S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.209 («CLdN Finance»)

agissant de concert et «actionnaire majoritaire» au sens de la Loi Retrait Rachats, ont annoncé suivant les exigences des articles 4 (1) et 10 (4) de la Loi Retrait Rachats, leur décision d'exercer leur droit de retrait obligatoire (le «Retrait Obligatoire») sur les 8.084 titres (au porteur ou nominatifs) d'Utopia S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 45, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29.756 (la «Société») que ces sociétés ne détiennent pas encore. Lors de la cotation de ces titres tant sur la bourse de Luxembourg que sur le marché EuroMTF, ces titres avaient pour code ISIN le code LU 0104737308. Les titres de la Société ont été cotés sur le marché EuroMTF pour la dernière fois le vendredi 5 septembre 2008 et le retrait de la négociation de ces titres sur le marché EuroMTF a été effectif le lundi 8 septembre 2008.

1. Nom de l'expert indépendant de toute partie concernée et dans le chef duquel il n'existe aucun conflit d'intérêts qu'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance ont mandaté pour la détermination du juste prix applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire sur base de méthodes objectives et adéquates pratiquées en cas de cessions d'actifs (articles 4 (4) et 4 (5) de la Loi Retrait Rachats):

L'expert indépendant de toute partie concernée et dans le chef duquel il n'existe aucun conflit d'intérêts qui a été désigné par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance afin de procéder à la détermination du juste prix applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire est Duff & Phelps S.A.S., une société par action simplifiée de droit français ayant son siège social au 4, Square Edouard VII, 75009 Paris, France, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 494 503 642 («D&P»).

D&P a procédé à la détermination du juste prix applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire sur base de méthodes objectives et adéquates pratiquées en cas de cessions d'actifs et a attesté dans son rapport d'évaluation en date du 18 décembre 2013 signé par Yann Magnan de son indépendance de toute partie concernée. En outre, D&P et l'ensemble de ses collaborateurs impliqués dans la détermination du juste prix applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire ont attesté dans leur rapport d'évaluation de l'absence de tout conflit d'intérêts ou lien passé ou présent connu d'eux, avec les personnes concernées par le Retrait Obligatoire et leurs conseils, susceptible d'affecter l'indépendance et l'objectivité du jugement porté dans le cadre de cette détermination.

2. Juste prix applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire tel que déterminé par D&P

Le juste prix déterminé de la manière mentionnée ci-dessus par D&P est de 44,73 EUR par titre.

Les conclusions du rapport d'évaluation de D&P sont libellées comme suit:

«L'ensemble des méthodes mises en œuvre conduit à estimer une valeur unitaire des titres d'Utopia comprise entre EUR 41,48 et EUR 48,42.

Cette fourchette est établie par référence à la moyenne des fourchettes résultantes de l'application de l'approche par les revenus d'une part et à la moyenne de l'approche par les sociétés comparables cotées d'autre part.

Par conséquent, nous considérons qu'un prix proposé de EUR 44,73 par action représente un juste prix acceptable des Actions Minoritaires dans le cadre de l'Opération.»

3. Juste prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance

Compte tenu du juste prix déterminé par D&P tel que mentionné ci-dessus, Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance proposent d'exercer le retrait obligatoire sur les 8.084 titres (au porteur ou nominatifs) de la Société que ces sociétés ne détiennent pas encore au prix de:

44,73 EUR par titre.

4. Mise à disposition de copies du rapport d'évaluation:

Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance précisent qu'une copie du rapport d'évaluation de D&P pourra être consultée librement et sans frais par les détenteurs de titres objet du Retrait Obligatoire au siège social de la Société, à chacun des sièges sociaux d'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, sur le site internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu - sections «Emetteurs» et «Avis» sous la référence «Utopia»), sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/> et au siège social de l'agent centralisateur et agent payeur BIL (Banque Internationale à Luxembourg), situé au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg auprès de Mme Monique Molling (+352 4590-4281) ou Mme Christiane Englebert (+352 4590-4278).

Une copie du rapport d'évaluation de D&P, du communiqué du 10 décembre 2013 et du présent communiqué seront envoyées par lettre recommandée conjointement par la Société, Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance à tous les détenteurs de titres nominatifs de la Société mentionnés sur le registre des titres nominatifs de la Société à la date du présent communiqué.

5. Modalités de publication/communication qui seront utilisées par Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et/ou par la Société dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire:

Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société précisent que toutes les publications/communications devant être réalisées par leurs soins dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire (i.e. y compris le présent communiqué) seront effectuées conjointement:

- pour les titres au porteur: auprès de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu - sections «Emetteurs» et «Avis» sous la référence «Utopia»), du Luxemburger Wort, du Tageblatt et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

- pour les titres nominatifs: via les moyens de communication mentionnés ci-dessus ainsi que par lettre recommandée.

La Société précise en outre que toutes les publications devant être réalisées par ses soins dans le cadre de la procédure de retrait obligatoire seront également effectuées auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

6. Documents liés à la procédure de retrait obligatoire:

Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société précisent que tous les documents liés à la procédure de retrait obligatoire (i.e. communiqués et rapport d'évaluation de l'expert indépendant D&P) pourront être consultés librement et sans frais par les détenteurs de titres objet du Retrait Obligatoire au siège social de la Société, à chacun des sièges sociaux d'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, sur le site internet de la Bourse de Luxembourg et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

7. Calendrier temporaire et indicatif relatif à la procédure de retrait obligatoire:

A titre purement indicatif, Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société indiquent ci-dessous une estimation temporelle du déroulement des différentes étapes du processus du retrait obligatoire (le calendrier estimatif ci-dessous supposant qu'aucune opposition contre le processus du retrait obligatoire ne sera faite):

- 10 décembre 2013: Information de la CSSF et de la Société par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance de leur décision d'exercer leur droit de Retrait Obligatoire

- 10 décembre 2013: Publication de la décision d'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance d'exercer leur droit de Retrait Obligatoire (i) par la Société, Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance, auprès (a) de la Bourse de Luxembourg, (b) du Luxemburger Wort, (c) du Tageblatt et (d) sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/> et (ii) par la Société auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

- 18 décembre 2013: Communication par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance du prix proposé applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire et du rapport d'évaluation des titres objet du Retrait Obligatoire à la CSSF et à la Société

- 18 décembre 2013: Publication du prix proposé applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire et des conclusions du rapport d'évaluation des titres objet du Retrait Obligatoire (i) par Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société auprès (a) du Luxemburger Wort et (b) du Tageblatt, et (ii) par la Société auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

- 18 décembre 2013: Publication du prix proposé applicable aux titres objet du Retrait Obligatoire et du rapport d'évaluation des titres objet du Retrait Obligatoire par Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société auprès (a) de la Bourse de Luxembourg et (b) sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>

- 18 décembre 2013: En conséquence de la publication du prix proposé qui précède, ouverture du délai pour chacun des détenteurs de titres concernés par le Retrait Obligatoire pour former opposition à ce Retrait Obligatoire

- 20 décembre 2013: Publication de la prise de position du conseil d'administration de la Société sur le prix proposé par Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance

- 18 janvier 2014: Clôture du délai pour chacun des détenteurs de titres concernés par le Retrait Obligatoire pour former opposition à ce Retrait Obligatoire

- 27 janvier 2014: Acceptation du prix proposé par la CSSF, information de Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et de la Société par la CSSF de l'acceptation du prix proposé et publication du prix accepté sur le site de la CSSF

- 30 janvier 2014: Publication des informations relatives à la date et aux modalités de paiement définitives (i) par Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société auprès (a) de la Bourse de Luxembourg, (b) du Luxemburger Wort, (c) du Tageblatt et (d) sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/> et (ii) par la Société auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

- 30 janvier 2014: Ouverture de la période de présentation de l'original/des originaux du (des) certificat(s) de titres au porteur à la BIL

- 19 février 2014: Date de paiement définitive et transfert de propriété des titres présentés au paiement

- 20 février 2014: Consignation du prix des titres non présentés au paiement et transfert de plein droit des titres non présentés au paiement

Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance précisent qu'ils se réservent le droit de modifier et/ou compléter ces dates, qui ne sont fournies qu'à titre indicatif, en fonction du déroulement de la procédure de retrait obligatoire (notamment en cas d'opposition effectuée par des détenteurs de titres objet du Retrait Obligatoire). Tout changement de ce calendrier indicatif sera publié auprès de la Bourse de Luxembourg, du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du Luxemburger Wort, du Tageblatt et sur le site <http://www.utopolis.com/notifications-aux-actionnaires/>.

8. Divers

Utopia Management, CLdN Fin, CLdN Finance et la Société informeront les détenteurs de titres via des annonces publiées conformément au point 5 ci-dessus, si le prix proposé par le présent communiqué notamment suite à l'évaluation de D&P fait l'objet d'une opposition et, dans l'affirmative, du processus de la procédure d'opposition, du calendrier modifié, de l'issue de la procédure d'opposition, de la date finale et du processus de paiement des titres devant leur être transférés dans le cadre du processus du Retrait Obligatoire prévu par la Loi Retrait Rachat.

Le présent communiqué est publié sous la responsabilité d'Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance en conformité avec leurs obligations légales de publication et en particulier en application de l'article 4 (5) de la Loi Retrait Rachat. Il constitue aussi une communication de la Société au sens et en application de l'article 4 (5) de la Loi Retrait Rachat.

Le présent communiqué, le Retrait Obligatoire et les obligations qui en dérivent pour toute personne concernée ou impliquée à quelque titre par le Retrait Obligatoire sont soumis aux lois du Grand-Duché de Luxembourg. L'interprétation ou l'exécution des obligations par Utopia Management, CLdN Fin et CLdN Finance dérivant du présent communiqué et tous faits ou actes qui en découlent sont soumis à la compétence exclusive des tribunaux de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Référence de publication: 2013175266/158.

Moonlightec, Société Civile.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg E 5.230.

— STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-neuf novembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Yves CORDONNIER, dirigeant de société, né le 7 janvier 1948 à Lille, France, demeurant au 6, rue de Furstenberg, 75006 Paris, France;

2. Madame Véronique CORDONNIER, sans profession, née le 10 février 1949 à Valenciennes, France, demeurant au 6, rue de Furstenberg, 75006 Paris, France;

3. Monsieur Laurent CORDONNIER, analyste, né le 30 septembre 1973 à Dijon, France, demeurant au 1-5 Hornton street, flat 13, W8 7NP, Londres, Royaume-Uni;

4. Monsieur Erwan CORDONNIER, directeur financier, né le 22 janvier 1975 à Maubeuge, France, demeurant au 65, domaine de la Vigne, 59910 Bondues, France;

5. Madame Anne-Charlotte DELOBELLE, diététicienne-nutritionniste, née le 4 août 1976 à Boulogne-sur-Mer, France, demeurant au 6bis boulevard Pereire, 75017 Paris, France;

6. Monsieur Axel CORDONNIER, Ingénieur Financier, né le 9 décembre 1981 à Paris, France, demeurant au 3, Villa Moderne, 75014 Paris, France;

7. Monsieur Benjamin CORDONNIER, chargé d'affaires, né le 29 avril 1987 à Suresnes, France, demeurant au 15bis, rue Amélie, 75007 Paris, France,

tous ici représentés par Monsieur Vincent DIDIER demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de sept procurations sous seing privé, datées des 14 et 15 novembre 2014.

Les procurations pré-mentionnées resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme ci-dessus, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile régie par les articles 1832 à 1872 du Code Civil et par les présents statuts

Art. 1^{er}. La société a pour objet:

- la propriété et la gestion de tous titres, droits sociaux et valeurs mobilières de placement, obligations et généralement toutes opérations financières de placement de capitaux ainsi que l'exercice de tous les droits y attachés; la cession de biens composant l'actif social, tout en précisant que les aliénations qu'implique la gestion normale du patrimoine social seront réputées présenter par nature un caractère civil;

- la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés ayant un objet similaire ou connexe à celui de la société, sous la stricte réserve que ces prises de participation ne puissent en rien affecter le caractère civil de la société, la conclusion avec lesdites sociétés de toutes conventions de trésorerie et plus généralement de toutes conventions susceptibles d'intervenir entre une société de participations et ses filiales ou sociétés contrôlées;

- l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, l'administration, l'exploitation et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous droits et parts de sociétés immobilières ou de toute autre nature, de tous droits et biens pouvant constituer l'accessoire meuble ou immeuble lié à l'exploitation de tout bien immobilier, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question pour autant que l'activité revêt un caractère civil,

et ce, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à ces opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement, et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

La société peut se porter caution pour ses participations dans le cadre de toute activité à caractère civil.

Art. 2. La société prend la dénomination de «MOONLIGHTEC», société civile.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil de gérance.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. Le capital social est fixé à UN MILLION VINGT MILLE EUROS (1.020.000.-EUR) représenté par UN MILLION VINGT MILLE (1.020.000) parts d'intérêts d'une valeur nominale de UN EURO (1.-EUR) chacune.

Les comparants, représentés comme ci-dessus, déclarent souscrire comme suit:

1) Monsieur Yves Cordonnier: 1.015.690 parts d'intérêts en usufruit

2) Madame Véronique Cordonnier: 4.310 parts d'intérêts en pleine propriété

3) Monsieur Laurent Cordonnier, prénommé: 203.138 parts d'intérêts en nue-propriété

- 4) Monsieur Erwan Cordonnier, prénommé: 203.138 parts d'intérêts en nue-propiété
 - 5) Madame Anne-Charlotte Delobelle, prénommé: 203.138 parts d'intérêts en nue-propiété
 - 6) Monsieur Axel Cordonnier, prénommé: 203.138 parts d'intérêts en nue-propiété
 - 7) Monsieur Benjamin Cordonnier, prénommé: 203.138 parts d'intérêts en nue-propiété
- TOTAL: 1.015.690 parts d'intérêts en nue-propiété.
1.015.690 parts d'intérêts en usufruit.
4.310 parts d'intérêts en pleine propriété

Les parts d'intérêts en pleine propriété ont été entièrement libérées par un paiement en espèces de 4.310 euros, de sorte que ce montant est à présent à la disposition de la société, preuve ayant été apportée au notaire par un certificat bancaire.

Les parts d'intérêts en nue-propiété et en usufruit ont été intégralement libérées par apport de 1.000.000 d'obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA) d'une valeur de 1,01569 EUR par obligation émise par la société française STELLA HOLDING SAS au capital de 28.521.703,- EUR dont le siège social est situé à ZA les Bogues, Avenue de Toulouse, 31 750 Escalquens, France, identifiée sous le numéro 501611933 RCS Toulouse.

Il ressort d'un certificat émis en date du 26 novembre 2013 par le Président de la société STELLA HOLDING SAS préqualifié, dûment habilité pour engager valablement la société par sa signature que

«- Monsieur Yves CORDONNIER est propriétaire en usufruit de 1.000.000 d'obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation émise par la société;

- Monsieur Laurent CORDONNIER est propriétaire en nue-propiété de 200.000 obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation émise par la société;

- Monsieur Erwan CORDONNIER est propriétaire en nue-propiété de 200.000 obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation émise par la société;

- Madame Anne-Charlotte DELOBELLE est propriétaire en nue-propiété de 200.000 obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation émise par la société;

- Monsieur Axel CORDONNIER est propriétaire en nue-propiété de 200.000 obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation émise par la société;

- Monsieur Benjamin CORDONNIER est propriétaire en nue-propiété de 200.000 obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation émise par la société;

- Les six personnes prénommées, sont les seuls ayants-droit sur ces 1.000.000 obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR et ayant les pouvoirs d'en disposer;

- Aucune de ces obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation n'est grevée de gage; il n'existe aucun droit à acquérir un tel gage et aucune de ces obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation n'est sujette à saisie;

- Il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une tierce personne pourrait avoir le droit de s'en voir attribuer une ou plusieurs, à l'exception des engagements inscrits dans le pacte d'associés et des titulaires de titres de la société STELLA HOLDING;

- Selon la loi française et les statuts de la Société, ces obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation sont librement transmissibles - à l'exception des engagements inscrits dans le pacte d'associés et des titulaires de titres de la société STELLA HOLDING. Toutes les formalités subséquentes à l'apport en nature de ces obligations remboursables en actions à bons de souscription d'action (ORABSA1) d'une valeur nominale de 1 EUR par obligation, requises en France, seront effectuées dès réception d'une copie conforme de l'acte notarié documentant le dit apport en nature.»

Le certificat susmentionné, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants, ainsi que par le notaire instrumentant, restera annexé au présent procès-verbal pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Art. 6. La cession des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé en observant l'article 1690 du Code Civil.

Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des associés ou des non-associés que suivant une décision à la majorité des 2/3 de tous les associés votants.

En cas de transfert pour cause de mort, les héritiers ou légataires de l'associé décédé doivent être agréés à l'unanimité des associés survivants votants. Cet agrément n'est cependant pas requis en cas de transfert aux enfants ou descendants du de cujus.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers de l'associé ou des associés décédés.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un ou de plusieurs associés ne mettra pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Art. 10. La société est gérée par un ou plusieurs gérants de catégorie A et un ou plusieurs gérant de catégorie B, pris parmi les associés ou en dehors. Le ou les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés à la majorité des 2/3 de tous les associés votants.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des gérants, il sera pourvu à son remplacement par décision des associés.

Le ou les gérants ne pourront être révoqués que suivant une décision des associés dans les mêmes conditions que sa/ leur nomination.

Art. 11. La gérance a les pouvoirs de disposition les plus étendus pour gérer la société et l'engager en toutes circonstances. Elle a tous les pouvoirs non réservés expressément par les statuts à l'assemblée générale. Envers les tiers, la société sera engagée par la signature conjointe (i) de deux (2) gérants pour toute transaction d'un montant inférieur à dix mille Euros (10.000,- EUR) ou (ii) d'un (1) gérant de catégorie A et d'un (1) gérant de catégorie B pour toute transaction d'un montant supérieur à dix mille Euros (10.000,- EUR).

Art. 12. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Les associés se réunissent au moins une fois par an à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les gérants quand ils jugent convenable, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts sociales.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours à l'avance et doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 15. Dans toutes les réunions, chaque part donne droit à une voix.

Les résolutions ne portant pas sur un changement statutaire, ni sur une nomination ou révocation d'un gérant seront prises à la majorité simple des voix des associés votants.

En cas de démembrement de la propriété des parts d'intérêts entre usufruitiers et nu-propriétaires, le droit de vote appartient à l'usufruitier à l'exception des modifications statutaires, ainsi que de la décision de nomination et révocation de la gérance. Le droit de vote appartient alors aux nu-propriétaires.

Art. 16. Les associés peuvent apporter toutes modifications aux statuts, quelqu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises que suivant une décision à la majorité des 2/3 de tous les associés votants.

Art. 17. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé et dont les attributions seront déterminées par les associés.

Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Art. 18. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société pour se terminer le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle aura lieu en 2015.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société pour sa constitution sont estimés à environ DEUX MILLE QUATRE CENT EUROS (2.400.- EUR).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant, les associés se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants de la société pour une durée illimitée:

- Monsieur Yves CORDONNIER, prénommé, gérant de catégorie A
- Monsieur Vincent DIDIER, né le 25 août 1980 à Châlons-sur-Marne, France, employé privé demeurant professionnellement au 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, gérant de catégorie B
- Monsieur Jean-Marc KOLTES, né le 1^{er} septembre 1968 à Algrange, France, employé privé demeurant professionnellement au 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, gérant de catégorie B
- Madame Séverine RENAUD, née le 25 septembre 1988 à Sèvres, France, demeurant professionnellement au 20 boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, gérant de catégorie B

2. Le siège social de la société est fixé à L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire,

Signé: V. DIDIER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 décembre 2013. Relation: LAC/2013/55116. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172466/201.

(130209858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Lussemburgo Gestioni S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 148.820.

Anima Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 60.170.

COMMON DRAFT TERMS OF MERGER

The proposed merger is to be carried out by way of absorption of Anima Management Company S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 60.170 (the "Absorbed Company"), by the company Lussemburgo Gestioni SA, a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 8, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 148.820 (the "Absorbing Company", and together with the Absorbed Company, the "Merging Companies" and individually, a "Merging Company").

The board of directors of the Absorbing Company and the board of directors of the Absorbed Company (collectively the "Boards"), have decided to draw up the following common draft terms of merger in accordance with the provisions of articles 261 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

1. Shareholders of the Merging Companies. At the time of drawing up this common draft terms of merger (the "Common Draft Terms of Merger"), the Absorbing Company is fully owned by the company sset Management Holding S.p.A., a public limited liability company (società per azioni) with registered office at 99 Corso Garibaldi, Milano, Italy and registered with the Registro delle Imprese under fiscal code n° IVA 05942660969, ("AMH") and the Absorbed Company is fully owned by the company ANIMA Società di Gestione del Risparmio S.p.A., an Italian public limited liability company (società per azioni), having its registered office at 99, Corso Garibaldi, 20121 Milano (Italy) and registered with the Italian Trade Register under n. 07507200157 ("Anima Sgr").

2. Description of the contemplated merger. The Boards propose to carry out a domestic merger between the Absorbing Company and the Absorbed Company, whereby the latter will, following its dissolution without liquidation, transfer all its assets and liabilities to the Absorbing Company by universal succession of title, in exchange for new ordinary shares to be issued by the Absorbing Company to Anima Sgr in accordance with the exchange ratio defined herebelow under point 3.2 (the "Merger").

The Merger is conditional upon effective completion of the sale and transfer, effective on 30th December 2013 (the "Transfer"), by AMH to Anima Sgr of all the shares issued by the Absorbing Company to AMH, so that as a result of the Transfer Anima Sgr will become the sole shareholder of the Absorbing Company before the Merger (the "Condition Precedent").

In light of the fact that the Merging Companies belong to the same group of companies, the contemplated Merger shall therefore be considered as an internal restructuring of the group of companies aiming at optimizing the costs within the group and consolidating its structure in Luxembourg.

The members of the board mutually undertake to perform all required steps in order to carry out the Merger, in accordance with the conditions detailed hereafter.

In accordance with article 272 of the Law, the Merger shall be effective, subject to the fulfillment of the Condition Precedent, between the Merging Companies when the concurring decisions of the Merging Companies have been adopted, meaning on the date of the extraordinary general meeting of each of the Merging Companies approving the proposed Merger (the "Effective Date").

The Merger will only be effective vis-à-vis third parties after the publication of the minutes of the extraordinary general meeting of each of the Merging Companies, in accordance with article 9 and article 273 (1) of the Law.

3. Information provided pursuant to article 261 (2) of the Law.

3.1. Form of the legal entity, name and registered office of the Merging Companies

a) The Absorbing Company

The Absorbing Company is a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 8, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 148.820.

The Absorbing Company was incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed drawn up by Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, of 21 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 10 November 2009, number 2188.

The articles of incorporation of the Absorbing Company have been amended on 21 December 2012, pursuant to a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and published on 13 March 2013 in the Mémorial under number 620.

The articles of the Absorbing Company will be further amended in relation to the Merger in order to acknowledge the amendments to art. 1 ("Name") and art. 5 ("Capital-Shares").

The corporate object of the Absorbing Company is to constitute, administer, manage and advise collective investment undertakings operating under Luxembourg or foreign law, which may be organized as umbrella structure (multiple compartments) or as SICAV structure, and to issue certificates or confirmations representing or documenting the shares or units of such collective investment undertakings. The Absorbing Company will take any actions related to the administration, management, promotion and marketing of collective investment undertakings. It may undertake any operations directly or indirectly related to this Absorbing Company's aim, while remaining within the limits determined by Chapter 15 of the amended law dated December 17, 2010 on collective investment undertakings. The management of its own assets will be only on an ancillary basis.

The administration of collective investment undertakings consists of, without being limited to, functions of transfer, registration and marketing, as well as all services relating to the issue, redemption, conversion, registration and inscription of the shares and units of collective investment undertakings in registers, the exercise of financial documentation activities, accounting, evaluation and presentation of reports, and any other services and duties relating to its corporate object. The corporate object further includes services of management and providing of financial information, both for its own needs and for those of all other users.

Within the context of development of these activities, the Absorbing Company may acquire interests, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies having objects which are similar, analogous or connected or of a nature liable to facilitate the Absorbing Company's own object and assist with its management, control and development.

Within these same limits, the Absorbing Company may in particular acquire, by means of contributions, subscription, option, purchase or by any other means, real properties and transferable securities of all kinds and realize the same by means of sale, transfer, exchange or any other means.

In general, the Absorbing Company may take any measures of control and supervision and carry out any transactions involving real property, transferable securities or financial transactions which it may deem useful for the achievement or development of its aim.

The issued share capital of the Absorbing Company is set at three hundred and three thousand Euros (EUR. 303,000.-) divided into one thousand and ten (1,010) ordinary shares having a nominal value of three hundred Euros (EUR 300.-) each, all fully paid-up.

The financial year of the Absorbing Company starts on the first (1) of January and end on the thirty-first (31) of December of each year.

b) The Absorbed Company

The Absorbed Company is a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 8, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 60.170

The Absorbed Company was incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed drawn up by Maître Jaques Delvaux, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 10 July 1997 and published on 18 August 1997 in the Mémorial under number 449.

The Articles of the Absorbed Company have been amended several times and for the last time, on 3 November 2010 pursuant to a deed of Maître Mattine Decker, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and published on 19 January 2011 in the Memorial under number 108,

The exclusive purpose of the Absorbed Company is to create, run, promote, market, administer, manage and provide advice to one or more undertakings for collective investment governed by Luxembourg law, which may be organised into multiple sub-funds. The Absorbed Company shall also issue certificates or confirmations representing or documenting the securities in such undertakings for collective investment, The management of its own assets will only be on an ancillary basis.

It may carry out any transactions directly or indirectly relating to this objective, while remaining within the limits laid down by Section 13 of the Law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment.

The administration of undertakings for collective investment includes but is not restricted to the functions of transfer, registration and marketing, as well as all services related to the issue, redemption, conversion, registration and entry in the registers of units and shares of UCIs, the activities of financial documentation, accounting, valuation and reporting, as well as all other services and obligations in relation to its object.

The object includes management services and disclosure of financial information for its own needs and for those of its undertaking for collective investment under its management.

Within the framework of these activities, the Absorbed Company may acquire real estate and securities of all types by way of contribution, subscription, option, purchase or in any other way, and dispose of them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

In general, the Absorbed Company may take any control and monitoring measures and carry out any real estate, securities and financial transactions that it deems relevant to the accomplishment and development of its object.

The issued share capital of the Absorbed Company is set at one hundred twenty-five thousand Euros (EUR 125,000.-) divided into five thousand (5,000) ordinary shares having a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each, all fully paid-up.

The Absorbed Company's financial year starts on the first (1) of January and end on the thirty-first (31) of December of each year.

3.2. Share exchange ratio and, where appropriate, the amount of any cash payment

In accordance with art. 267 of the Law the balance sheets of the Merging Companies to be used for the purposes of the merger are as follows:

(i) the balance sheet of Anima Management Company SA as of 31st October 2013 as approved by the board of directors of the Absorbed Company.

(ii) the balance sheet of Lussemburgo Gestioni SA as of 31st October 2013 as approved by the board of directors of the Absorbing Company.

The Boards state that no significant or material change has occurred in the financial or accounting position of the Merging Companies since 31st October 2013.

To determine the number of the Absorbing Company' shares to be assigned to Anima Sgr of the Absorbed Company in the framework of the Merger, the Boards took into account the interim financial statements above mentioned and applied a commonly recognized valuation method to determine the fair value of the Merging Companies,

For the purpose of definition of the valuation methodology to be adopted, it was taken into consideration the following elements:

- (i) criteria and methods proposed by academic literature and professional practice;
- (ii) features of the Merging Companies, and
- (iii) scope and aim of the valuation.

In particular, the valuation has been performed taking into consideration primarily the fact that both the Merging Companies will be held, upon Merger, within the same shareholding structure, and thus will be "sister companies" fully

owned by the same sole shareholder (i.e. Anima Sgr) and the purpose of the Merger is an internal reorganization for efficiency purposes of the participated companies by Anima Sgr.

No particular valuation problems were encountered in estimating the economic values of the Merging Companies other than those normally found when estimating the value of the economic capital of enterprises.

On the basis of such considerations, it was defined that the adoption of valuation methodologies based on income (discounted cash flows, income, etc) as well as the adoption of valuation methodologies based on market values (market multiples, market transactions multiples, etc) would not be fully necessary to the scope of this merger, while it was considered more appropriate to adopt a valuation methodology based on the net asset value of both the Merging Companies, without any need of significant adjustment for valuation premiums or discounts.

On such basis the following equity values of the Absorbing and Absorbed Companies have been identified:

- Lussemburgo Gestioni (Absorbing Company):

* equity value: Eur 587.516,80

* number of outstanding shares: 1.010

* Per Share value: Eur 581,69980

* % of Shares held by Anima Sgr: 100%

- Anima Management Company (Absorbed Company):

* equity value: Eur 518.201,29

* number of outstanding shares: 5.000

* Per Share value: Eur 103,64026

* % of Shares held by Anima Sgr: 100%

According to the above valuation of the equity values of both Merging Companies, it has been defined on the following share exchange ratio:

- 1 ordinary share of the Absorbing Company in exchange for 5,61269 ordinary shares of the Absorbed Company

No balance will be payable in cash.

This share exchange ratio will be submitted to review and examination by the common expert to be appointed in accordance with art. 266(1) of the Law, to approve the calculation method of the exchange ratio and declare it appropriate, and approve the actual exchange ratio determined at the date for calculating that ratio and declare it reasonable and relevant.

3.3. Terms of delivery of the shares in the Absorbing Company

Once the Merger deed takes effect, the outstanding ordinary shares of the Absorbed Company will be cancelled and newly shares of the Absorbing Company issued on the basis of the above exchange ratio.

In exchange for the transfer of all the assets and liabilities of the Absorbed Company, the Absorbing Company will issue, and Anima Sgr will subscribe, 890 ordinary shares of par value Euro 300,00 plus share premium of Euro 282,24 per share.

At the date of this document, the Absorbing Company does not hold any shares in the Absorbed Company and will not upon the Merger.

At the date of this document, the Absorbed Company does not hold any shares in the Absorbing Company and will not upon the Merger.

No balances are due in cash to the shareholders of the Merging Companies, nor are any particular benefits foreseen for the members of the Boards.

The Merger deeds will provide information on any waivers by the Absorbed Company' Sole Shareholder of fractional shares needed to square the entire operation.

The new shares of the Absorbing Company to be issued to service the exchange, will be made available to Anima Sgr according to the usual methods for registered shares from the first working day after the date on which the merger takes effect for legal purposes. Exchange operations will take place, starting on the first day that the Merger is effective, at the offices of the Absorbing Company or at premises of any other legally authorised intermediary.

The new ordinary shares of the Absorbing Company, which will be issued for the purpose of the Merger, will have the same rights as those of the Absorbing Company outstanding at the date of issue, which means that they will entitle to normal dividend and voting rights.

3.4. Date as of which the operations of the Absorbed Company shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company

The operations of the Absorbed Company shall be treated, for accounting and tax purposes, as being carried out on behalf of the Absorbing Company as of 1st January 2014.

3.5. Rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to holders of securities other than shares

All shares of the Absorbed Company are identical and confer the same rights and advantages to their holder so that no special rights and no compensations will be granted at the expense of the Absorbing Company to anyone.

3.6. Special advantages granted to the expert referred to in article 266 of the Law, to the members of the administrative, executive, supervisory or monitoring bodies of the Merging Companies and to any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law

Neither the expert referred to in article 266 of the Law, nor the members of the Boards or any of the persons (if any) referred to in article 261 (2) g) of the Law, shall be entitled to receive any special advantages in connection with or as a result of the Merger.

4. Conséquences of the Merger.

4.1 The Merger will trigger ipso jure all the consequences detailed in article 274 of the Law and in particular, as a result of the Merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled.

4.2 The Absorbing Company shall become the owner of the assets contributed by the Absorbed Company as they exist on the Effective Date, with no right of recourse whatsoever against the Absorbed Company.

4.3 The Absorbing Company shall pay, as of the Effective Date, all taxes, contributions, duties, levies and insurance premia if any, which will or may become due with respect to the ownership of the assets which have been contributed.

4.4 As of the Effective Date, the Absorbing Company shall perform all agreements and obligations whatsoever of the Absorbed Company.

4.5 The rights and claims attached to the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all the securities attached thereto. The Absorbing Company shall succeed by universal succession of title in all rights of the Absorbed Company with respect to all assets and against all debtors without any other exceptions that the limitations set forth by Luxembourg laws and in particular article 274 (2) of the Law.

4.6 As of the Effective Date, the Absorbing Company shall incur all debts and liabilities of any kind of the Absorbed Company. In particular, it shall pay interest and principal on all debts and liabilities of any kind incurred by the Absorbed Company.

4.7 All corporate documents of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for as long as required by the Law.

4.8 The mandates of the members of the board of directors, and of the statutory auditor of the Absorbed Company will be terminated on the Effective Date. Full discharge will be given to the members of the board of directors and to the statutory auditor of the Absorbed Company for the performance of their respective mandates.

The mandates of the members of the board of directors and of the statutory auditor of the Absorbing Company will not be affected by the Merger.

5. Additional provisions.

5.1 The costs of the Merger will be incurred and covered by the Absorbing Company.

5.2 The Merger shall be registered at book value.

5.3 The Merging Companies mutually undertake to take all steps within their power in order to carry out the Merger in accordance with the legal and statutory requirements of the Merging Companies.

5.4 The Absorbing Company shall carry out all required and necessary formalities in order to carry out the Merger as well as the transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company.

5.5 The sole shareholder of each of the Merging Companies shall be entitled to inspect the following documents at the registered office of the said companies, at least one (1) month before the date set for the extraordinary general meeting of the shareholder(s) to be convened in order to resolve upon the terms of the merger proposal:

- the Common Draft Terms of Merger;
- the annual accounts and the annual report of the Merging Companies for the last three (3) financial years; and
- an interim balance sheet drawn up as at a date which must not be earlier than the first day of the third month preceding the date of the Common Draft Terms of Merger if the last annual accounts of the Merging Companies relate to a financial year which ended more than six (6) months before that date.

A copy of the above mentioned documents may be obtained by any shareholders upon request and free of charges.

The present Common Draft Terms of Merger have been drawn up in Luxembourg on 2 of December 2013, in two originals, in order to be registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to be published in the Memorial, at least one (1) month prior to the date set for the holding of the extraordinary general meeting of the shareholder of each of the Merging Companies to be convened to decide upon the Common Draft Terms of Merger, in accordance with article 262 of the Law.

For an on behalf of Lussemburgo Gestioni SA / For an on behalf of Anima Management Company SA

Signatures

Legal Representative / Legal Representative

Authorised Signatory / Authorised Signatory

PROJET COMMUN DE FUSION

La fusion envisagée sera réalisée par voie d'absorption de la société Anima Management Company S.A., une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social sis au 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le matricule B 60.170 (la "Société Absorbée"), par la société Lussemburgo Gestioni SA, une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social sis au 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le matricule B 148.820 (la "Société Absorbante", et collectivement avec la Société Absorbée, les «Sociétés Fusionnantes" et individuellement une «Société Fusionnante»).

Les conseils d'administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée (collectivement les "Conseils"), ont décidé de rédiger le projet commun de fusion suivant, conformément aux dispositions de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

1. Actionariat des Sociétés Fusionnantes. Au jour de ce projet commun de fusion (le "Projet Commun de Fusion"), la Société Absorbante est détenue intégralement par la société Asset Management Holding S.p.A., une société anonyme italienne ayant son siège social sis au 99 Corso Garibaldi, Milan, Italie et immatriculée au Registro delle Imprese sous le matricule fiscal n° IVA 05942660969, ("AMH") et la Société Absorbée est détenue intégralement par la société ANIMA Società di Gestione del Risparmio S.p.A., une société anonyme italienne ayant son siège social sis au 99, Corso Garibaldi, 20121 Milan, Italie et immatriculée au registre de commerce italien sous le matricule 07507200157 ("Anima Sgr"),

2. Description de la fusion envisagée. Les Conseils proposent de réaliser une fusion nationale entre la Société Absorbante et la Société Absorbée, aux termes de laquelle la Société Absorbée va, suivant sa dissolution sans liquidation, transférer tous ses actifs et son passif à la Société Absorbante par voie de transmission universelle de patrimoine, en échange de nouvelles actions à émettre par la Société Absorbante au profit d'Anima Sgr selon le ratio d'échange défini au point 3.2 ci-après (la "Fusion").

La Fusion est conditionnée à la réalisation effective de la cession, devant prendre effet le 30 décembre 2013 (la "Cession"), par AMH à Anima Sgr de l'intégralité des actions de la Société Absorbante, de sorte qu'en conséquence de la Cession Anima Sgr deviendra l'actionnaire unique de la Société Absorbante avant la Fusion (la «Condition Suspensive»).

En considération du fait que les Sociétés Fusionnantes appartiennent au même groupe de sociétés, la Fusion envisagée sera constitutive d'une restructuration intra-groupe dont le but est d'optimiser les coûts du groupe et de consolider la structure de celui-ci au Luxembourg.

Les membres des Conseil ont conjointement décidé de procéder à toutes les actions requises afin de réaliser la Fusion, conformément aux conditions détaillées ci-après.

Conformément à l'article 272 de la Loi, la Fusion sera effective entre les Sociétés Fusionnantes, sous réserve de la réalisation de la Condition Suspensive, lorsque seront intervenues les décisions concordantes prises au sein des Sociétés Fusionnantes, c'est-à-dire le jour de la tenue des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion (la "Date d'Effectivité").

La Fusion sera effective vis-à-vis des tiers une fois la publication des procès-verbaux des assemblées générales des Sociétés Fusionnantes, conformément aux articles 9 et 273(1) de la Loi.

3. Informations à mentionner conformément à l'article 261 (2) de la Loi.

3.1. Forme, dénomination et siège social des Sociétés Fusionnantes

a) Société Absorbante

La Société Absorbante est une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social sis au 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le matricule B 148.820.

La Société Absorbante a été constituée selon le droit luxembourgeois par acte reçu de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire établi à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, le 21 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Mémorial") du 10 novembre 2009, numéro 2188.

Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés par acte reçu de Maître Léonie Grethen, notaire établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 21 décembre 2012, et publié au Mémorial du 13 mars 2013 numéro 620.

Les statuts de la Société Absorbante seront par la suite modifiés dans le cadre de la Fusion afin d'en modifier l'article 1 ("Dénomination") et l'article 5 ("Capital Social - Actions2).

L'objet social de la Société Absorbante est la constitution, l'administration, la gestion et le conseil d'organismes de placement collectif de droit luxembourgeois et étrangers -qui pourront être organisés à compartiments multiples ou comme une SICAV - et l'émission de certificats ou de documentation représentant ou documentant les titres dans ces organismes de placement collectif. La Société Absorbante se chargera de toutes actions en rapport avec l'administration, la gestion, la promotion et la commercialisation d'organismes de placement collectif. Elle pourra entreprendre toutes

opérations directement ou indirectement en rapport avec cet objet, tout en restant dans les limites déterminées par le Chapitre 15 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif. La gestion de ses propres actifs se fera uniquement à titre accessoire.

L'administration d'organismes de placement collectif consiste, sans que cette énumération ne soit limitative, dans des fonctions de transfert, d'enregistrement et de commercialisation, ainsi que tous services en rapport avec l'émission, le rachat, la conversion, l'enregistrement et l'inscription dans les registres des parts et actions des organismes de placement collectif, l'exercice d'activités de documentation financière, de comptabilité, d'évaluation et de présentation de rapports et tous autres services et devoirs en rapport avec son objet social.

L'objet comprend les services de gestion et de diffusion d'informations financières tant pour ses propres besoins que pour ceux de tous les autres utilisateurs.

Dans le cadre du développement de ces activités, la Société Absorbante peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la Société Absorbante et en assumer la gestion, le contrôle et la mise en valeur.

Dans ces mêmes limites, la Société Absorbante peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

D'une façon générale, la Société Absorbante peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération immobilière, mobilière et financière qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Le capital social de la Société Absorbante est fixé à trois cent trois mille euros (EUR 303.000.-), représenté par mille dix (1.010) actions ordinaires de trois cents euros (EUR 300.-) chacune, entièrement libérées.

L'exercice social de la Société Absorbante commence le premier (1) janvier de chaque année et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

b) Société Absorbée

La Société Absorbée est une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social sis au 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le matricule B 60.170

La Société Absorbante a été constituée selon le droit luxembourgeois par acte reçu de Maître Jaques Delvaux, notaire établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 10 juillet 1997 publié au Mémorial du 18 août 1997 numéro 449.

Les statuts de la Société Absorbée ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois le 3 novembre 2010 suivant acte reçu de Maître Martine Decker, notaire établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et publié au Mémorial du 19 janvier 2011 numéro 108.

La Société Absorbée a pour objet exclusif la création, la direction, la promotion, la commercialisation, l'administration, la gestion et le conseil d'un ou de plusieurs organismes de placement collectif de droit luxembourgeois - qui pourront être organisés à compartiments multiples - et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant les titres dans ces organismes de placement collectif, l'administration de ses propres actifs n'ayant qu'un caractère accessoire.

Elle pourra entreprendre toutes opérations directement ou indirectement en rapport avec cet objet, tout en restant dans les limites déterminées par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif.

L'administration d'organismes de placement collectif consiste, sans que cette énumération ne soit limitative, dans des fonctions de transfert, d'enregistrement et de commercialisation, ainsi que tous services en rapport avec l'émission, le rachat, la conversion, l'enregistrement et l'inscription dans les registres des parts et actions des OPC, l'exercice d'activités de documentation financière, de comptabilité, d'évaluation et de présentation de rapports et tous autres services et devoirs en rapport avec son objet social;

L'objet comprend les services de gestion et de diffusion d'informations financières tant pour ses propres besoins que pour ceux de Etruria Fund.

Dans le cadre du développement de ces activités, la Société Absorbée peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

D'une façon générale, la Société Absorbée peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération immobilière, mobilière et financière qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Le capital social de la Société Absorbante est fixé à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000.-), représenté par cinq mille (5.000) actions ordinaires de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune, entièrement libérées.

3.2. Rapport d'échange et, le cas échéant, paiement en numéraire

Conformément à l'article 267 de la Loi, les comptes intérimaires des Sociétés Fusionnantes utilisés pour les besoins de la Fusion sont:

(i) Les comptes intérimaires de la société Anima Management Company SA au 31 octobre 2013, tels qu'approuvés par le conseil d'administration de la Société Absorbée.

(ii) Les comptes intérimaires de la société Lussemburgo Gestioni SA au 31 octobre 2013, tels qu'approuvés par le conseil d'administration de la Société Absorbante

Les Conseils déclarent qu'aucun mouvement ni changement significatif n'est survenu dans la situation financière des Sociétés Fusionnantes depuis le 31 octobre 2013.

Pour déterminer le nombre d'actions de la Société Absorbante à émettre à Anima Sgr, les Conseils ont pris en considération les comptes intérimaires décrits ci-dessus et appliqué une méthode d'évaluation standard et reconnue afin de déterminer la valeur économique des Sociétés Fusionnantes.

Pour les besoins de la détermination de la méthode d'évaluation, il fût pris en considération:

- (i) des critères et méthodes standard utilisés par les praticiens et reconnus en doctrine;
- (ii) les caractéristiques de la Fusion, et
- (iii) le champ et le propos de l'évaluation.

Notamment, la méthode d'évaluation tient compte de la structure actionnariale des Sociétés Fusionnantes et donc du fait que la Fusion interviendra entre sociétés «soeurs», ainsi que du fait que la Fusion permettra une restructuration interne du groupe et sera réalisée à des fins d'efficience au sein du groupe.

Aucune difficulté particulière d'évaluation n'a été rencontrée, ni dans l'évaluation des valeurs économiques des Sociétés Fusionnantes.

En considération de ce qui précède, il a été décidé d'utiliser une évaluation fondée sur la méthode du revenu et qu'une évaluation reposant sur la valeur de marché ne serait pas pertinente.

La valeur des Sociétés Fusionnantes a été déterminée comme suit:

- Lussemburgo Gestioni (Absorbing Company):

* Fonds propres: Eur 587.516,80

* Nombre d'actions: 1.010

* Valeur nominale: Eur 581,70

* % d'actions détenues par Anima Sgr: 100%

- Anima Management Company (Absorbed Company):

* Fonds propres: Eur 518.201,00

* Nombre d'actions: 5.000

* Valeur nominale: Eur 103,64

* % d'actions détenues par Anima Sgr: 100%

Le rapport d'échange a été arrêté comme suit, en considération des valeurs indiquées ci-avant.

- 1 action de la Société Absorbante en échange de 5.61269 actions de la Société Absorbée.

Aucun solde n'est dû.

Ce rapport d'échange sera soumis pour examen au réviseur d'entreprises commun nommé conformément à l'article 266(1) de la Loi.

3.3. Conditions de remise des actions de la Société Absorbée

Une fois la Fusion réalisée, les actions de la Société Absorbée seront annulées et de nouvelles actions de la Société Absorbante seront émises sur base du rapport d'échange indiqué plus haut.

En échange du transfert de patrimoine de la Société Absorbée, la société Absorbante émettra 890 actions d'une valeur nominale de 300 Euro chacune plus prime d'émission de 282,25 par actions.

La Société Absorbante ne détient et ne détiendra pas au jour de la Fusion d'actions de la Société Absorbée.

Aucun solde n'est dû aux actionnaires des Sociétés Fusionnantes ni aux membres des Conseils.

Les actions nouvelles de la Société Absorbante seront remises selon les conditions de la loi applicable aux actions nominatives une fois la Fusion réalisée au siège social de la Société Absorbante. Elles porteront les mêmes droits et obligations que les actions existantes de la Société Absorbante.

3.4. Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante

Les opérations de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante au 1^{er} janvier 2014.

3.5. Droit des actionnaires de la Société Absorbante

Les actions de la Société Absorbantes confèrent les mêmes droits et obligations et aucun droit particulier ne sera attribué aux actionnaires de la Société Absorbante.

3.6. Avantages spéciaux (article 266 de la Loi et article 261 (2) g) de la Loi

Aucun avantage spécial ne sera conféré selon ces articles.

4. Conséquences de la Fusion.

4.1 La Fusion entraînera les effets mentionnés à l'article 274 de la Loi.

4.2 La Société Absorbante deviendra propriétaire du patrimoine apporté par la Société Absorbée, sans recours solidaire.

4.3 La Société Absorbante paiera tout impôt et dette de la Société Absorbée.

4.4 La Société Absorbante reprendra tous les contrats de la Société Absorbée.

4.5 Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège de la Société Absorbante.

4.8 le mandat des administrateurs et du réviseur d'entreprises agréé de la Société Absorbée prendra fin à la Date d'Effectivité et complète décharge leur sera donnée.

5. Dispositions additionnelles.

5.1 Les coûts de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

5.2 La Fusion sera réalisée à valeur comptable.

5.3 Les Sociétés Fusionnantes s'engagent à accomplir tout acte nécessaire à la prise d'effet de la Fusion.

5.5 Les actionnaires des Sociétés Fusionnantes pourront consulter au siège social respectif des Sociétés Fusionnantes les documents mentionnés à l'article 267 au moins un mois avant la Fusion et pourront demander copie de ces documents à titre gratuit.

Le présent Projet Commun de fusion a été préparé à Luxembourg le 2 décembre 2013, en deux exemplaires originaux et sera publié au Mémorial au moins un mois avant la Date d'Effectivité.

Référence de publication: 2013174892/434.

(130213560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Serrano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 43.094.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 25 novembre 2013.

Démission de Monsieur Frédéric Otto en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Madame Catherine Roux-Sevelle, né le 28 juillet 1960 à Paris demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Frédéric Otto, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2014.

POUR EXTRAIT SINCERE ET CONFORME

Un Mandataire

Référence de publication: 2013165135/16.

(130201131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Société de Transports Araujo et Cie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.300,00.

Siège social: L-5751 Frisange, 35, rue Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 23.867.

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 octobre 2013 que

626 parts sociales détenues par Monsieur Slavisa MOCIC, chauffeur poids-lourds, né à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), le 2 décembre 1977, demeurant L-1220 Luxembourg, 250, rue de Beggen, sont cédées à la Société SM4 HOLDING SA, Société anonyme au capital de 33.000 €, ayant son siège social à L-1220 Luxembourg, 250, rue de Beggen, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 181 192, constituée suivant acte du notaire Henry BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 22 octobre 2013,

626 parts sociales détenues par Madame Suzana NEDELJKOVIC, son épouse, employée de bureau, née à Luxembourg, le 17 mai 1981, demeurant L-1220 Luxembourg, 250, rue de Beggen, sont cédées à la Société SM4 HOLDING SA, Société anonyme au capital de 33.000 €, ayant son siège social à L-1220 Luxembourg, 250, rue de Beggen, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 181 192, constituée suivant acte du notaire Henry BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 22 octobre 2013,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013165141/20.

(130201508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Spring Financial Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 64.901.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164516/10.

(130200589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

STEINMAUR Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 80.219.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013164517/10.

(130200859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Strassimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 167.160.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013164519/10.

(130200493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Supervise SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 88.233.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164524/10.

(130201208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Central Plaza S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.027.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 30 juin 2011 que:

L'assemblée décide de révoquer le mandat du commissaire au compte Europe Fiduciaire Luxembourg S.A., avec siège social à L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne et de nommer à Monsieur Weda Khoub Mohadjer, 35, rue Michel Engels, L-1465 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013164719/14.

(130201405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Betsy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 82.471.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2013.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013164702/12.

(130201702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Benares S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 22.666.

Veillez prendre note que la société anonyme Intertrust (Luxembourg) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5.524, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a dénoncé le siège social établi dans ses locaux de la société anonyme BENARES S.A., R.C.S. Luxembourg B22666.

Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013164700/12.

(130201599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Batitec S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 8, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 75.581.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164699/10.

(130202154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Balmoral Land Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 139.210.

L'associé unique de la société a changé de dénomination en tant que Balmoral Continental Limited, et de siège social au Route du Mont Mado, St John, Jersey JE34DS avec effet au 3 novembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BALMORAL LAND LUXEMBOUR Sàrl

Référence de publication: 2013164697/11.

(130201477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Bowman Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 97.585.

Le bilan au 30/09/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164709/9.

(130202069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Brandenburg Fund SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 125.978.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164695/11.

(130201352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Blackrock Strategic Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.481.

Les comptes annuels au 31 Mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Administrateur Domiciliaire

Référence de publication: 2013164706/11.

(130201165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Bolly S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 74.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BOLLY S.A.

Référence de publication: 2013164707/11.

(130201474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Carson International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 10-12, rue 1900.

R.C.S. Luxembourg B 54.037.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHI Ajan

Administrateur délégué

Référence de publication: 2013164740/11.

(130201427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Break Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.458.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164711/10.

(130201160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Boreales Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 167.626.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 5 novembre 2013

Nomination de Monsieur Bernard CITROEN, né le 31/08/1958 à Bayonne (France) demeurant au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, au poste d'Administrateur de catégorie A. Son mandat arrivera à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
BOREALES PARTICIPATIONS S.A.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013164708/16.

(130201625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Captiva Capital Partners II S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 110.556.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164716/10.

(130202044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

CapClient Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 39, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 155.422.

—
Le bilan au 30 Juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164717/9.

(130202171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Carnea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 157.349.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164718/10.

(130202351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Caribe Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 75.749.

—
Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164736/9.

(130202036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Cygnus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.215.

Extrait des résolutions prises le 15 novembre 2013

Il résulte du procès-verbal:

- Transfert du siège social de la Société au 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- Transfert d'adresse de l'associé Crystal Partners Lux Holding Company Limited S.à r.l. au 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013164732/16.

(130201328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Coriander Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 151.253.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164726/10.

(130201878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Cott Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 595, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 162.397.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164727/10.

(130201108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Carrosserie Curridor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Strassen, Z.I. rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 113.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164739/9.

(130201701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Carrosserie Curridor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Strassen, Z.I. rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 113.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164738/9.

(130201700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Comex Euro Investments Alpha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 169.408.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164722/10.

(130202320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Caronsard SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.631.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CARONSARD SPF S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013164737/12.

(130201467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

**Caldia Fiduciaire S.A., Société Anonyme,
(anc. West Capital Investments S.A.).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 153.093.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013164734/12.

(130201210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Capri Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 179.942.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164735/10.

(130201304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Carte Blanche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5741 Filsdorf, 5, KaabesbiERG.
R.C.S. Luxembourg B 112.286.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164741/10.

(130202153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Buis S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 97.800.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signatures

Référence de publication: 2013164714/12.

(130201959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Compagnie Internationale de Trading et Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 57, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 109.874.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2013164724/14.

(130201636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

CPPE Carbon Process & Plant Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1337 Luxembourg, rue de la Cimenterie.
R.C.S. Luxembourg B 137.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164763/9.

(130202368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

CRC Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.812.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 161.927.

—
Veuillez prendre note:

1. Nomination du Gérant de la classe A suivant à compter du 17 juillet 2013 pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Sudhitham CHIRATHIVAT, né le 30 octobre 1947 à Bangkok, Thaïlande, et ayant pour adresse professionnelle 124 Soi Saladang 1 (Gosshe), Silom Sub, Bangrak, Bangkok 10500, Thaïlande.
 2. L'adresse des gérants de la classe A sont désormais les suivantes:
 - Prin CHIRATHIVAT est désormais domicilié au 22/15 Paholyothin 23, Lard Yao, Chatuchak, Bangkok 10900, Thaïlande.
 - Tos CHIRATHIVAT est désormais domicilié au 22/14 Paholyothin 23, Lard Yao, Chatuchak, Bangkok 10900, Thaïlande.
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CRC Luxembourg S.à r.l.
Jacob Mudde
Gérant de la classe B

Référence de publication: 2013164765/19.

(130201409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

CD Participations S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.854.553,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 141.125.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 22 novembre 2013

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Grégory GUISSARD de son mandat de Gérant catégorie B avec effet à ce jour.

- Monsieur Christian FRANCOIS, né le 1^{er} avril 1975 à Rocourt (Belgique), employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé en tant que Gérant catégorie B en remplacement de Monsieur Grégory GUISSARD, démissionnaire, avec effet à ce jour et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

CD PARTICIPATIONS S.A R.L.

C. DARMON / C. FRANCOIS

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2013164745/18.

(130201227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

CEH Clean Energies Holding AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 157.330.

Die Konten zum 31.10.2012 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164748/9.

(130201724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

CDS Limousines Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 12, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 143.796.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164746/10.

(130202192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Seldar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.712.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 174.090.

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of November.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Al Rayyan tourism & investment Company Europe S.A.R.L., a Luxembourg private limited liability company, having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174.058 (the "Sole Shareholder"),

hereby duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Seldar S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ('société à responsabilité limitée'), having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 174.090, incorporated by a deed enacted by Maître Francis Kessler, notary public residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), on 19th December 2012, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" ("Mémorial C") number 443 on 22 February 2013 (the "Company").

II.- That the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 3,700,000 (three million seven hundred thousand Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 3,712,500 (three million seven hundred twelve thousand five hundred Euro) by the issue of 3,700,000 (three million seven hundred thousand) new shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 33,300,000 (thirty-three million three hundred thousand Euro), the whole to be fully paid up through a contribution in kind;

3. Subscription and payment by Al Rayyan tourism & investment Company Europe S.A.R.L. of the new shares by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to waive its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 3,700,000 (three million seven hundred thousand Euro) so as to raise the share capital from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 3,712,500 (three million seven hundred twelve thousand five hundred Euro) by the issuance of 3,700,000 (three million seven hundred thousand) new shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium amounting to EUR 33,300,000 (thirty-three million three hundred thousand Euro) payable on the share premium account of the Company (the "Share Premium"), the whole to be fully paid-up by a contribution in kind made by the Sole Shareholder and consisting of a receivable in an amount of EUR 37,000,000 (thirty-seven million Euro) (the "Contribution").

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the Contribution.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the New Shares. The issue of the New Shares is also subject to the payment of the Share Premium. The New Shares as well as the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contribution.

Description of the contribution

The contribution made by the Sole Shareholder, in exchange of the issuance of the New Shares and the payment of the Share Premium, is composed of the Contribution.

Valuation

The net value of the Contribution amounts to EUR 37,000,000 (thirty-seven million Euro).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 5 November 2013, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it as a formality of registration.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the existence of the Contribution has been given.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

- a) HE Sheikh Feisal Qassim F. Th. Al-Thani, residing professionally at Al Faisal Holding Co. W.L.L., 23rd Floor, City Tower, Adjoining Renaissance Doha City Center, P. O. Box 22477, Doha, Qatar, category A manager of the Company;
- b) Mr. Mohammad Abdelqader Darwish Al-Ramahi, residing professionally at City Tower Building, 22th floor, Q-Doha, category B manager of the Company;
- c) Mr. Tarek Mahmoud Mohamed Elsayed, residing professionally at Aamal Company Q.S.C., 22nd Floor, City Tower, Adjoining Renaissance Hotel, P. O. Box 22466, Doha, Qatar, category B manager of the Company;
- d) Mr. Amer Sandawi, residing professionally at Al Faisal Holding Co. W.L.L., 23rd Floor, City Tower, Adjoining Renaissance Doha City Center, P. O. Box 22477, Doha, Qatar, category B manager of the Company; and
- e) Mr. Douwe Hendrik Jacob Terpstra, residing professionally at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, category C manager of the Company.

all represented here by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy contained in the above statement of contribution value.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Al Rayyan tourism & investment Company Europe S.A.R.L.: 3,712,500 (three million seven hundred twelve thousand five hundred) shares.

The notary acts that the 3,712,500 (three million seven hundred twelve thousand five hundred) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association so as to read as follows:

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at EUR 3,712,500 (three million seven hundred twelve thousand five hundred Euro), represented by 3,712,500 (three million seven hundred twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each."

(...)

No other amendment to be made to this article.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about seven thousand euro (EUR 7,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le cinquième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire public établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Al Rayyan tourism & investment Company Europe S.A.R.L., une société à responsabilité de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.058 Associé Unique»),

ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle sise au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I - La partie comparante est l'associé unique de Seldar S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.090, constituée suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 19 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") numéro 443 le 22 février 2013 (la «Société»).

II - Que les 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation préalable;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 3.700.000 EUR (trois millions sept cent mille Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) à 3.712.500 EUR (trois millions sept cent douze mille cinq cents Euros) par l'émission de 3.700.000 (trois millions sept cent mille) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, moyennant le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de 33.300.000 EUR (trente-trois millions trois cent mille Euros), le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature;

3. Souscription et libération par Al Rayyan tourism & investment Company Europe S.A.R.L. des nouvelles parts sociales par voie d'apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionariat de la Société;

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de renoncer à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère que l'assemblée a été valablement convoquée et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 3.700.000 EUR (trois millions sept cent mille Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents Euros) à 3.712.500 EUR (trois millions sept cent douze mille cinq cents Euros) par l'émission de 3.700.000 (trois millions sept cent mille) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 33.300.000 EUR (trente-trois millions trois cent mille Euros) affecté au compte prime d'émission de la société (la «Prime d'Emission»), le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature réalisé par l'Associé Unique et consistant en une créance d'un montant total de 37.000.000 EUR (trente-sept millions d'Euros) (l'«Apport»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales et de la Prime d'Emission par voie de l'apport en nature tel que décrit ci-après.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire les Nouvelles Parts Sociales. L'émission des Nouvelles Parts Sociales est également sujette au paiement de la Prime d'Emission. Les Nouvelles Parts Sociales ainsi que la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par voie de l'apport en nature tel que décrit ci-après.

Description de l'apport

L'apport réalisé par l'Associé Unique, en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales et du paiement de la Prime d'Emission, est composé de l'Apport.

Evaluation

La valeur nette de l'Apport s'élève à 37.000.000 EUR (trente-sept millions d'Euros).

Une telle évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport en date du 5 novembre 2013, qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée.

Intervention des gérants

Interviennent ensuite:

a) HE Sheikh Feisal Qassim F. Th. Al-Thani, demeurant professionnellement à Al Faisal Holding Co. W.L.L., 23^{ème} étage, City Tower, Adjoining Renaissance Doha City Center, P. O. Box 22477, Doha, Qatar, gérant de catégorie A de la Société;

b) M. Mohammad Abdelqader Darwish Al-Ramahi, demeurant professionnellement à City Tower Building, 22^{ème} étage, Q-Doha, gérant de catégorie B de la Société;

c) M. Tarek Mahmoud Mohamed Elsayed, demeurant professionnellement à Aamal Company Q.S.C., 22^{ème} étage, City Tower, Adjoining Renaissance Hotel, P. O. Box 22466, Doha, Qatar, gérant de catégorie B de la Société;

d) M. Amer Sandawi, demeurant professionnellement à Al Faisal Holding Co. W.L.L., 23^{ème} étage, City Tower, Adjoining Renaissance Doha City Center, P. O. Box 22477, Doha, Qatar, gérant de catégorie B de la Société;

e) M. Douwe Hendrik Jacob Terpstra, demeurant professionnellement à 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie C de la Société.

Tous représentés par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, prénommée, en vertu des dispositions de la déclaration de valeur d'apport.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement tenus en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, acceptent expressément la description de cet Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, la participation au capital social de la Société est désormais composée de:

- Al Rayyan tourism & investment Company Europe S.A.R.L.: 3.712.500 (trois millions sept cent douze mille cinq cents) parts sociales.

Le notaire témoigne que les 3.712.500 (trois millions sept cent douze mille cinq cents) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport ayant été totalement réalisé, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 3.712.500 EUR (trois millions sept cent douze mille cinq cents Euros), représenté par 3.712.500 (trois millions sept cent douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune».

(...)

Aucune autre modification n'étant apportée à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cet acte, ont été estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 novembre 2013. Relation: EAC/2013/14807. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013165111/243.

(130201689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Ice Lemon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.025.

1. Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 21 novembre 2013, que AIM Services S.à r.l. a transféré la totalité des 12.500 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à:

- HILONEX S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et de Société du Luxembourg sous le numéro B 180865, ayant son siège social à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

HILONEX S.à r.l. 12.500 parts sociales

2. Extrait des résolutions prises par l'associé de la Société en date du 21 novembre 2013

En date du 21 novembre 2013, l'associé de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de nommer Madame Anne Catherine GRAVE, actuellement gérant unique de la Société, en tant que nouveau gérant B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Alexander BLACK, né le 18 avril 1967 à High Wycombe, Royaume Uni, ayant comme adresse professionnelle: 100 West Putnam Avenue, CT 06830 Greenwich, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Monsieur Clemens HECKER, né le 5 février 1969 à Cologne, Allemagne, ayant comme adresse professionnelle: 61, Königssallee, 40215 Düsseldorf, Allemagne, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Monsieur Alexander BLACK, gérant A

Monsieur Clemens HECKER, gérant A

Madame Anne Catherine GRAVE, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Ice Lemon S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013163546/34.

(130199518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.
